

**Manière de voir**  
Nouvelle CNI : un danger  
plane sur l'identité et la  
nationalité camerounaises

pp.2 et 11

**Education**  
Eviter un forum au rabais :  
l'éducation est mieux  
qu'un jeu, c'est un enjeu  
crucial pour demain

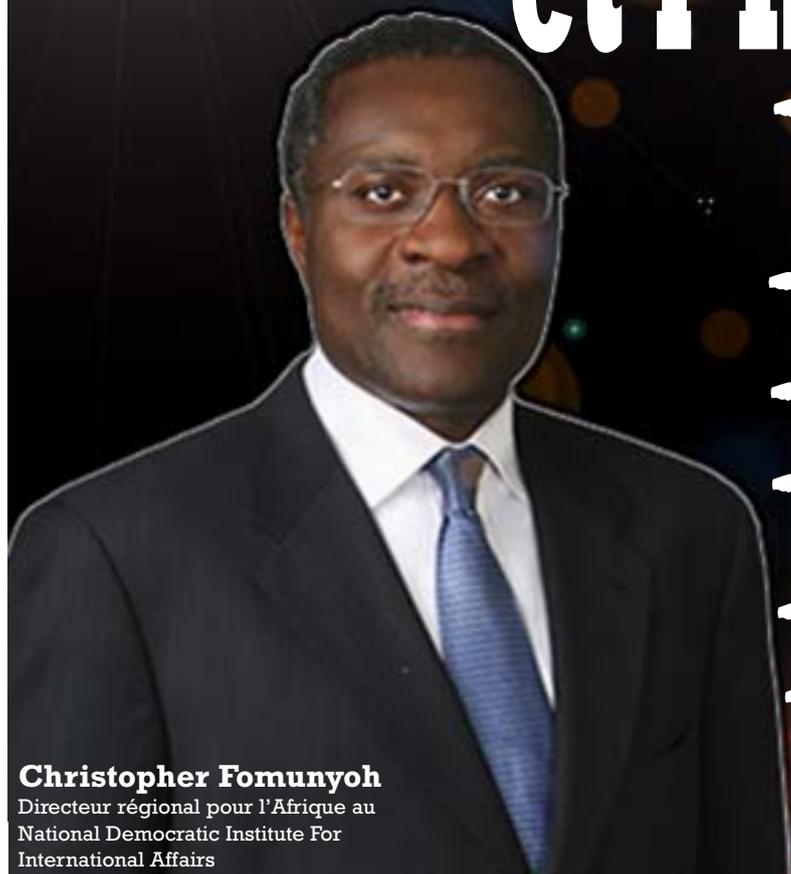
p. 4

**Culture**  
En pénétrant dans les  
entrailles de l'Université des  
Montagnes à travers l'ouvrage  
du Pr Ambroise Kom, la  
curiosité se change en colère.

p.11

CHRISTOPHER FOMUNYOH

# Le leader, le politique et l'humaniste



- Le contrat de confiance violé, les textes jamais appliqués, les promesses non-tenues et les ratées constatées ces dernières décennies sont à l'origine de la crise en cours
- L'humiliation collective infligée à plus de 5 millions de concitoyens du Nord-Ouest et du Sud-Ouest est incompréhensible
- Il y a 5 conditions essentielles pour que le Cameroun soit une démocratie
- Les pays Africains qui tirent le continent vers le bas sont gérés par des autocrates octogénaires, qui ont une conception rudimentaire du pouvoir politique
- Aucun pays africain n'a connu une alternance politique avec une opposition aussi fragmentée que la nôtre
- Les populations sont fatiguées d'avoir à être gouvernées par les mêmes pendant plus de cinq décennies

**Christopher Fomunyah**  
Directeur régional pour l'Afrique au  
National Democratic Institute For  
International Affairs

Lire notre dossier page 5 à 10

C'est le double langage qui déconstruit et anéantit le Cameroun p.3

NOUVELLE CARTE NATIONALE D'IDENTITE

## Un danger plane sur l'identité et la nationalité camerounaises

PAR FOYET ERIC KENNEDY\*

La production et la sécurisation de la carte nationale d'identité dans les pays modernes et sérieux constituent des éléments d'affirmation de la souveraineté, de la citoyenneté et de la particularité non seulement pour les citoyens mais aussi pour l'ordre positif international. La carte nationale d'identité est un instrument de droit qui donne à son détenteur légal non seulement la possibilité de se faire identifier en toutes circonstances, mais aussi de s'en servir pour diverses transactions administratives, financières, juridiques, politiques, civiles, diplomatiques etc qui engagent ses intérêts et sa responsabilité *intuitu personae*. On comprend donc en principe l'intérêt que le Cameroun attache à la production et surtout à la sécurisation de cet instrument de souveraineté en particulier en cette période d'insécurité interne et transfrontalière d'inspiration terroriste à l'instar du modèle djihadiste de la secte Boko Haram... On ne présumera pas des risques potentiellement dangereux qui pourraient survenir des velléités sécessionnistes affichées par le SCNC qui n'a pas manqué de brandir des instruments d'affirmation d'un « Etat ambazonien » à travers diffusion des cartes d'identité et passeport qui marqueraient ainsi leur souveraineté. On comprend encore cette urgence de maîtrise et de sécurisation de la nationalité camerounaise avec ce récent afflux massif des réfugiés en particulier à l'Est et à l'Extrême-Nord du pays pour des raisons de crise sécuritaire en République Centrafricaine et au Nigéria après l'accalmie connue au Tchad. Quand on pense enfin que le Cameroun héberge plus de 6 millions de Nigériens (1/4 de sa population installée) comme s'en vantait la communication publique lors de la dernière visite officielle du Président Buhary au Cameroun et presque autant de Maliens, Nigériens, Mauritaniens, Sénégalais... il est légitime d'envisager des vrais soucis d'identification dans un contexte qui mêle insécurité, criminalité transfrontalière, corruption et risques de déflagration politico-sociale permanente et accélérée par la crise dite anglophone. Cette hospitalité dite légendaire mais qui s'apparente en réalité à un laxisme congénital au régime du

Renouveau de Paul Biya porte en elle-même des germes viciés d'une crise de nationalité amplifiée par une loi moyenâgeuse sur la double nationalité au Cameroun. La grande année électorale qui se profile en 2018 avec des scrutins législatif, présidentiel, municipal, régional et peut-être référendaire ajoute à l'inquiétude globale d'autant plus que ELECAM affiche des signes évidents d'incapacité à enrôler les électeurs et de mener tous ces processus électoraux. Une crise née de la production et de la sécurisation de la CNI serait très mal venue et vécue en 2018.

### L'incurie de Thalès Security Systems

Ce contexte global est potentiellement explosif pour le régime de Paul Biya. On suppose que les réformes du Délégué général à la Sureté nationale, Martin Mbarga Nguélé relatives à la CNI camerounaise étaient saines et justifiées au vu de ce contexte. Et ce d'autant plus que l'opérateur français Thalès Security Systems avait objectivement étalé au grand jour son incapacité technique et managériale à porter ce projet mirobolant de production et de sécurisation de la CNI camerounaise. Depuis son siège de Mvan à Yaoundé, Thalès s'est progressivement plongé dans la mafia camerounaise, transformant la production et la sécurisation de la CNI en un vaste champ de transactions illicites qui ont porté préjudice aussi bien aux usagers qu'à l'Etat camerounais très souvent complices à travers son élite politico-gouvernementale quelquefois commanditaire des fraudes diverses sur la nationalité. Des milliers de Camerounais sont actuellement piégés par les « retours » des doubles identifications qu'ils ont effectuées avec la complicité bien monnayée des agents de Thalès. On espère que la justice va être clémente à leurs endroits et n'appliquera pas sans circonstances atténuantes les dispositions du Code pénal en matière de faux et d'usage de faux. Certains hauts cadres et employés de l'entreprise Thalès Security Systems, recrutés aussi bien dans le corps des fonctionnaires de la police que dans le monde civil, crouissent dans les geôles camerounaises pour des affaires scabreuses liées à la manipulation de

la CNI et de l'identité camerounaise. D'autres raisons et en particulier celles relatives à des transactions et factures contestées et contestables (jugées excessives ou fictives) se sont ajoutées à ces errances managériales et éthiques pour pousser l'Etat du Cameroun à travers le Délégué général à la Sureté nationale à résilier le contrat de Thalès après des batailles épiques des réseaux financiers et diplomatiques entre la France et le Cameroun. L'ancien ambassadeur du Cameroun en Espagne, devenu par la force du décret de Paul Biya Dgns, a jeté son dévolu sur une entreprise espagnole, à la grande surprise de beaucoup d'observateurs et parties prenantes de l'opération de production et de sécurisation de la CNI au Cameroun. Gemalto, qui n'est ni français, anglais ou américain a raflé la mise du marché juteux de la CNI camerounaise, dans des conditions de soumission et de passation du marché qui semblent avoir dérogé à toutes les procédures applicables en la matière dans notre pays. Des proximités familiales et des relations interpersonnelles nouées par le patron de la Dgns du temps où il s'ennuyait dans son séjour diplomatique en Espagne semblent avoir pesé sur le choix de l'espagnol Gemalto. Sur le plan de l'opérationnalisation du projet, la barrière linguistique semble facile à lever. Mais c'est un autre débat.

Il fallait, dit-on, sauver la nationalité camerounaise et peut-être un peu d'argent à distraire pour autre chose. Cela suppose que l'entrepreneur Gemalto a fait une offre financière et technique plus alléchante pour le projet de la production et la sécurisation de la CNI et de l'identité camerounaise (SENAC) en ces moments d'incertitude politico-sécuritaire mais surtout à la veille des nombreuses échéances électorales cruciales pour le Cameroun. On savait déjà ou d'avance qu'elle restera informatisée et biométrique et sera produite pour une durée de validité de 10 ans. On nous apprend qu'elle sera en matière Polycarbonate qui offre une bonne qualité et une certaine fiabilité à l'impression laser. Mais avec ce polycarbonate, il se pose le problème de résistance au temps avec cet instrument multi-usage quotidien pour des Camerounais qui ne sont toujours

pas des modèles de discipline personnelle. Il est certain que le Polyester (PET) aurait été plus adapté à nos habitudes et à notre environnement tropical africain très troublé par divers intempéries et aléas. On apprend que la nouvelle CNI est dotée d'une puce magnétique qui renferme certaines données biométriques de l'identité de l'utilisateur. Il s'agit sans doute là de la seule vraie innovation pratique et technologique introduite par cette dernière réforme de la DGSN en matière de sécurisation et d'identification. Mais très peu de Camerounais connaissent les usages et les occasions où ils feront valoir ces données biométriques enregistrées dans la carte magnétique de leur CNI. Il est pourtant important que les usagers comprennent les autres fonctionnalités d'un outil de travail quotidien et d'identité aussi précieux et sensible.

### Quand les usagers déboursent 1000 FCFA au lieu de 28000 FCFA

Mais au-delà de ces éléments physiques et techniques introduits, les questions pertinentes ont surtout porté sur les conditions et les coûts de production de cette nouvelle CNI chez l'utilisateur. Une note fixe les pièces et éléments à fournir pour l'établissement ou le renouvellement de la CNI. En principe, pas grand-chose de nouveau dans le fonds, en dehors de la nécessité de la preuve de la profession qu'exerce le demandeur. Cette preuve déjà complexe avant, constitue un goulot dans l'établissement de la nouvelle CNI dans un pays où moins de 15% des citoyens majeurs peuvent prouver matériellement leur appartenance à une profession reconnue comme telle dans le répertoire des emplois, métiers et professions qu'on soit dans le secteur public ou privé. Ceci est encore plus pré-occupant avec cette hypertrophie du secteur informel déstructuré et peu encadré dans lequel se déploie dans la débrouillardise des mototaximens, les call-boxeurs, les « sauveteurs », les bayam-salam, les manoeuvres et ouvriers sans formation, les chômeurs et sans-emplois ou professions, etc. Sur le volet financier, on a l'impression que le processus a été lancé avec en toile de fond l'idée d'une véritable arnaque.

Entre les 2800 F CFA annoncés à grands renforts de publicité et près de 10 000 f cfa effectivement dépensés sur le terrain pour se faire établir une CNI, il y a quelque chose de malsain et de malhonnête dans ce contexte de pauvreté avancée. Les coûts de la délivrance de la copie légalisée de l'acte de naissance et le certificat de nationalité font partie intégrante des dépenses à effectuer, y compris pour des personnes ayant fourni ses pièces lors de la 1<sup>ère</sup> identification. Le flou communicationnel sur les coûts véritable ouvre grandement les portes de la corruption et des abus divers auxquels se livrent des multiples agents de police d'identification depuis le lancement de l'opération. Les usagers vivent encore un véritable calvaire dans de nombreuses localités du Cameroun pour se faire délivrer la CNI nouvelle version. Des Camerounais se demandent pour exiger une nouvelle fois ces pièces pour l'identification actuelle si rien n'a changé sur l'identité de l'utilisateur. Ces informations sont supposées être dans la centrale des données de l'opérateur dès la 1<sup>ère</sup> identification. Ils se posent aussi la question relative au nouveau numéro de la nouvelle carte qui est différent de l'ancienne.

Plusieurs autres questions restent sans réponses. Entre autres, y-a-t-il des risques que plusieurs Camerounais se retrouvent avec un même numéro de CNI comme on l'a constaté récemment, au grand désarroi des opérateurs de téléphonie mobile ? L'ancien numéro de CNI va-t-il être complètement abandonné ? Si oui, cela impactera sur tous les actes et engagements pris par les usagers avec pour référence l'ancien numéro de la CNI. Enfin, pourquoi doit-on établir un certificat de perte pour établir la CNI nouvelle alors que l'ancienne est simplement en fin de validité ? Juridiquement et même prosaïquement, l'expiration de la date de validité d'une pièce ne signifie en rien sa perte.

La réforme récente sur l'établissement de la CNI risque de créer de graves problèmes si elle n'est pas maîtrisée et affinée. Hélas, comme dans nos habitudes, elle est entourée d'impréparation et d'improvisation qui transforment ces rares bonnes intentions en gouffre à sous qui ouvrent les portes de l'arnaque, de l'enrichissement illicite, de la corruption et parfois de la prison.

\* Expert en sécurité président de l'observatoire camerounais des droits de l'homme

**Soutenez notre indépendance  
En achetant un numéro de *Germinal*  
Notre indépendance, c'est vous.  
Continuons les combats**



**Siège : Mendong-Yaoundé**  
 B.P. 13 525 Yaoundé  
 Fax: (237) 22 31 46 15  
 Website:

[www.germinalnewspaper.com](http://www.germinalnewspaper.com)

**e-mails:**  
[germinal.hebdo@yahoo.fr](mailto:germinal.hebdo@yahoo.fr)  
[info@germinalnewspaper.com](mailto:info@germinalnewspaper.com)

**Directeur de la Publication**  
**Rédacteur en chef**  
 Jean Bosco TALLA  
 Tel. 677 314 898  
 e-mail : jbtalla2001@yahoo.fr

**Editorialiste**  
**JEAN BAPTISE SIPA**  
 (+237) 699460611  
[jbsipa@gmail.com](mailto:jbsipa@gmail.com)

**Secrétariat de rédaction**  
 Ikemefuna Oliseh

**Rédaction Générale**  
 Jean-Bosco TALLA  
 Koumpa Mahamat  
 Jean Paul SIPADJO  
**OLIVIER NDENKOP**  
 Serge-Alain KABASSINÉ  
 David KOFFI  
 Etienne LANTIER  
 Yvan EYANGO  
 Yvanna Claire Owona  
 MAHEU

**Secrétariat Technique**  
**SAMORY**

**Production Relations & Publiques**  
 Emma BATA

**Agent commercial**  
**FOTSING**

**Impression**  
 MACACOS

**Distribution**  
 MESSAPRESSE

**SAMORY**

**SARL**



**Tous les derniers jeudis du mois au Franco Hôtel Yaoundé: une discussion sur un sujet en rapport avec l'actualité nationale et internationale.**  
 Suspendue pour la ville de Yaoundé dans l'attente des décisions des tribunaux qui ont été saisis

## C'est le double langage qui déconstruit le Cameroun

Par Jean Baptiste Sipa

Je ne sais pas si j'avance ainsi dans le sens de ce que d'aucuns appellent « **contentieux historique** », mais la crise en cours dans les deux régions de l'ancien « *Cameroun occidental* » est en train d'inviter le gouvernement de M. Biya à reconstruire notre pays à partir de son Histoire reconstituée.

Ceci nécessite absolument plus d'écoute attentionnée, plus de courage et d'humilité, en tout cas, moins d'arrogance, de mépris ignorant et d'égoïsme, que les hauts fonctionnaires dits « émissaires de l'Etat » l'ont démontré jusqu'à présent. Et ce n'est pas évident dans une république prétendue, où une énorme et misérable confusion entre la Nation, l'Etat, le gouvernement, le parti au pouvoir d'une part, et d'autre part les personnes qui en jouissent des privilèges (souvent indûment), donne à ces derniers l'impression d'en être l'incarnation. **L'Etat c'est eux, quoi !...**

Ce réflexe colonialiste et tyrannique qui fait en sorte que les **élites du pouvoir**, formatées à l'extérieur ou reproduites à Yaoundé, pensent qu'ils ont le droit de vie ou de mort sur chacun et tous les citoyens, du seul fait du décret qui les nomme, n'est pas de nature à faciliter ce qu'on appelle « *dialogue politique* » dans une démocratie. Le citoyen ou le peuple doit dire « **Amen** » à leur point de vue, ou leur obéir au doigt et à l'œil. Prétendre autre chose ou penser autrement expose à l'accusation de subversion et à la répression conséquente, le tout sous prétexte de la « **conformité à la constitution** », dont ils ignorent jusqu'à l'article 1<sup>er</sup>.

Cet article 1<sup>er</sup> de la Constitution, en son alinéa 3, dispose que « *la République du Cameroun adopte l'anglais et le Français comme langues officielles d'égale valeur* ». Cela veut dire, au premier chef, qu'on n'a pas le droit de tout dire et écrire en Français avant de n'en donner qu'un « **résumé en anglais** », mais que tout document officiel de travail **doit être systématiquement fait dans ces deux langues** qui sont d'égale valeur. Chaque usager aurait alors le libre accès aux outils produits dans la langue de son choix, sans que son droit soit transformé en faveur. Cela devrait signifier aussi l'obligation de parler l'anglais et le français, et non de parler l'anglais ou le français. Ce qui signifie pour le gouvernement, l'obligation de promouvoir dans les écoles, le bilinguisme comme capacité de parler couramment les deux langues, et non comme une juxtaposition des sections anglaise et française dans ce qui jusqu'ici tient lieu de système éducatif. Mais, comment faire si malheureusement ces élites du pouvoir peuvent impunément camoufler leur ignorance, leur incompétence ou leur capacité de nuisance derrière le double langage hérité de nos maîtres occidentaux, et qui enseignent que le plus important dans le discours n'est pas ce qu'on dit (l'explicite), mais ce qu'on ne dit pas (l'implicite).

Dans le langage de la Communauté française d'Afrique (CFA), c'est-à-dire le français tropicalisé, « **démocratie** » se décline concrètement en monarchie, autocratie, et même en tyrannie. Tandis que « **rigueur et moralisation** » signifient, inertie, laxisme et corruption, ou permissivité et prédation. L'équilibre régional pour sa part devient synonyme de **népotisme clanique**. Et si le Camerounais qui « **est partout chez lui au Cameroun** » devient « **alloène** » à l'Ouest et/ou « **autochtone** » à l'Est au gré des circonstances, quoi donc d'étonnant à ce que « **d'égale valeur** » dans notre Constitution veuille dire implicitement « **de valeur inégale** » dans la pratique, s'agissant de nos langues officielles ?

Quand Charles de Gaulle, pour endormir nos pères indépendantistes, leur a dit, « **vous voulez l'indépendance ? Vous l'aurez** », Michel Debré, son Premier ministre s'est empressé d'expliquer qu'il ne s'agissait que « **d'une certaine indépendance** ». Nos dirigeants ont bien compris que c'était le contraire d'une **indépendance certaine**. Mais ils avaient un mandat impératif, dont ils tireraient des prébendes personnelles comme salaire ; mandat attribué sur la base du formatage à la gestion de l'Etat camisolé imposé à nos pays. Ainsi, côté francophone, nous avons hérité d'un lexique où on retrouve le mot « **servitude** » qui est devenu synonyme du mot « **Indépendance** ». Et où la décentralisation peut servir de manteau ou paravent au centralisme jacobin sans problème.

Du côté anglophone, et malgré les divergences d'approche, il y avait une majorité qui parlait le même langage que l'UPC, à savoir que la réunification était nécessaire, avant l'indépendance totale, et non parcellaire du Cameroun britannique, afin que la forme de l'Etat fût choisie de manière consensuelle par les populations du « **Kameroun** » retrouvé.

L'Angleterre qui a utilisé son droit de veto (comme la France) pour empêcher les Nations unies de prendre en compte cette exigence de la **réunification avant l'indépendance**, a plutôt, en termes de la soi-disant émancipa-

tion, proposé un référendum à alternative bicon qui montre, comparativement à « **une certaine indépendance** » de la France, comment nos deux autorités de tutelle ont ancré sur notre sol, la pratique du double langage déconstructeur de la nation kamerounaise, et manipulatrice de ses populations.

Comment aujourd'hui comprendre ceci :  
 « **1) voulez-vous obtenir votre indépendance, rattachée à la fédération [...]** du Nigéria ?  
 « **2) Voulez-vous votre indépendance, rattachée à la République du Cameroun indépendant ?**

L'honnêteté politique eût voulu que l'Angleterre, dans la mesure où le territoire n'était pas une colonie, mais seulement sous tutelle, lui posât la seule question suivante : « **voulez-vous l'indépendance ou la réunification avec la République du Cameroun** » ?

Car, si « **réunification** » est **uniquement l'action de rétablir l'unité** d'un pays, ou d'une entité sociale ou politique, le « **rattachement** » qui a en plus d'être polysémique, signifie dans son sens premier ; **adjonction** (le fait d'ajouter) ou **annexion**. Et de toute façon, cette fraction de notre pays n'était liée au Nigéria que par son illégale et illégitime assimilation aux colonies britanniques. La nation créée de toutes pièces en 1884 par l'Allemagne, et divisée par la guerre de 1914/18, se retrouvait en 1961 amputée (au profit du Nigéria), et surtout héritière d'une culture du double langage et de manipulation. Laquelle enseigne d'un côté que : **indépendance signifie ou égale servitude**, et de l'autre que **réunification signifie ou égale annexion**. Cette tentative britannique à moitié réussie, de diviser le Kameroun pour toujours, participait en réalité d'une conjugaison des efforts franco-britanniques pour « **dégermaniser** » l'Afrique aux fins d'exclure l'Allemagne des richesses de certains pays du Continent. Notre pays en est encore la victime collatérale, dans la mesure où leurs calculs géostratégiques ont privé notre peuple de la **concertation ultime** qu'il lui fallait avoir entre 1948 et 1958, pour se donner une vision de la nation (retrouvée) et une forme consensuelle de l'Etat pour la gérer avec urbanité, en vue de la prospérité de tous et par tous, dans la paix.

Les conférences, conseils ou comités constitutionnels n'ont pas prospéré dans les tentatives de retrouver cette opportunité confisquée. La Conférence nationale souveraine n'a pas eu lieu, et la Tripartite a seulement permis aux forces politiques de l'opposition de lâcher la proie pour poursuivre l'ombre. Qu'y a-t-il aujourd'hui pour donner le change à cet **espace de dialogue souverain** que réclame la nation entière - même si les anglophones sont seuls à avoir le courage de le dire - afin que ses fils, se regardent les yeux dans les yeux, et s'accordent sur la forme de leur Etat, sur un système éducatif unique et non sur une semblant de système scolaire où cohabitent mal deux sous-systèmes scolaires comme si le Cameroun n'était pas un et indivisible, leur modèle économique, leurs valeurs sociales et systématiques communes, etc. ?

Si on peut tenir nos colonisateurs pour responsables du renvoi **sine die** de ce rendez-vous des « **Kamerounais** » avec leur Histoire, nos dirigeants actuels qui veulent, disent-ils, nous laisser la démocratie en héritage vont-ils laisser se disloquer sur la base des préjugés et malentendus induits, ce qui reste de notre pays après son amputation de 1961 ?

Ceux qui répètent qu'impossible n'est pas camerounais, en se référant aux « **Lions indomptables** », devraient s'en inspirer pour mettre les Camerounais autour d'une **Grande Palabre** sociopolitique, sans distinction socioculturelle ou partisane, à travers une **équipe de Lions indomptables de la paix et de l'unité**, aux fins d'exorciser les démons de la mal-gouvernance qui nous divise.

Faut-il encore que l'ONU et ses mandataires (France et Angleterre) après nous avoir divisés et asservis nous soient indispensables pour reconstruire notre vivre ensemble ? Et à quel prix ? Les Lions indomptables jouent en s'inspirant des grandes nations de football du monde. Pourquoi notre pays ne prendrait-il pas l'exemple sur les nombreuses nations qui dans le monde doivent leur émergence et leur puissance au fédéralisme étatique ? Qui en mourrait sinon les prédateurs qui tirent un bonheur égoïste du centralisme gouvernant, en préparant délibérément l'éclatement du Kameroun parce que leur patrie est ailleurs ?

M. Biya doit donner aux Camerounais l'opportunité attendue de **repenser l'Etat du Cameroun**, de doter leur pays d'une forme endogène et républicaine de l'Etat, et d'en préserver l'intégrité, y compris par le retour symbolique à son nom d'origine (avant la division) : **le KAMEROUN**. Et ce sera la fin du double langage, du réflexe manipulateur, et le commencement du **parler-vrai** démocratique et républicain.

## Le Cameroun, à grands pas vers les abîmes du sous-développement

Par  
**TISSIBE DJOMOND**  
Journaliste

Le 31 décembre 2016, dans son discours de fin d'année, en réponse aux revendications des Camerounais d'expression anglaise des régions du nord-ouest et du sud-ouest, Paul Biya avait solennellement annoncé la création d'une structure nationale dont la mission devrait être de nous proposer des solutions pour maintenir la paix, consolider l'unité du Cameroun et renforcer la volonté et les pratiques quotidiennes du vivre ensemble. Par la suite, il a, une fois de plus, par décret signé le 23 janvier 2017, créé une autre commission, celle-là en charge du bilinguisme et du multiculturalisme, dans la galerie des commissions et autres institutions, dont le Camerounais lambda en est arrivé à se poser la question de leur utilité, subodorant assez intuitivement que leur existence n'est pas au bénéfice du commun des Camerounais, mais bien d'une poignée de privilégiés, toujours les mêmes, comme si le souci était de bluffer les Camerounais. On inondera lesdites commissions des membres du Rdpc en prenant soin d'y introduire quelques illustres d'anonymes afin de donner le change à l'opinion. Rien d'étonnant que la présidence que la présidence de cette nouvelle commission échoit à Mafany Musonge. Mais que valent toutes ces commissions sous l'ère Biya ? Le constat que l'on est en droit de faire est que le régime de Biya a inscrit dans sa démarche et son organisation, la logique de l'inflation des institutions inefficaces comme mode de gouvernance. Il n'y a qu'à regarder l'éclatement de certains ministères en plusieurs, la multiplication des institutions et commissions dont l'organigramme fait apparaître des conflits de compétences et d'intérêts tant il y a comme un doublement des rôles installé et conforté par une confusion dans les attributions et prérogatives. On est en droit de se poser la question de savoir si le Cameroun le moyen de s'offrir toutes ces institutions. Faisons observer que des pays plus grands et plus riches que nous aimons prendre en exemple quand cela nous arrange, ou revendiquer l'exception et l'originalité camerounaise quand cela ne nous arrange pas - *Le Cameroun, c'est le Cameroun !* a coutume de dire d'ailleurs dans ce sens le président Biya - n'ont pas un gouvernement aussi éléphanter que le nôtre. Tous les observateurs conviennent qu'il faut réduire la taille de notre appareil institutionnel et gouvernemental. Mais pour Biya, clientélisme et désir de convier les copains et membres du clan obligent, il n'y a rien de bien grand grave, car il n'y a pas à la vérité, autant d'institutions qu'on se l'imagine. Voilà la lecture et la justification que Biya donne de la logique de l'inflationnisme institutionnel. Les Camerounais n'ont donc pas à se plaindre. Car, l'essentiel c'est son désir d'éternité au pouvoir. D'ailleurs tous ne se plaignent pas quand, à la lecture d'un acte de nomination au journal parlé de la CRTV qui convie un compatriote autour de la mangeoire, ici et là, dans les chaumières, familles et connaissances des heureux bénéficiaires sabrent le champagne pour célébrer l'événement en chantant : « Mon frère est en haut. Moi aussi, je suis haut », révélant ainsi un futur rapport paradoxal de la personne nommée au service public. Il est fort à parier que notre attitude, dans le rapport au patrimoine national, au service public, à l'intérêt général et à la mémoire collective, est le produit d'une construction dont les responsables sont ceux qui gouvernent le Cameroun depuis plus de 55 ans et nous-mêmes. Il n'y a pas de doute que cette attitude n'a rien de républicain, de citoyen. Elle fait des Camerounais des marginaux de la modernité. Il est temps qu'on songe à déconstruire cette manière d'être et de faire si nous ne voulons pas conduire le Cameroun dans les abîmes du sous-développement.

## Eviter un forum au rabais : l'éducation est mieux qu'un jeu, c'est un enjeu crucial pour demain

Par  
**Roger KAFFO FOKOU**  
Enseignant/Ecrivain

Pour financer des jeux, le Cameroun ne manque jamais de moyens : panem et circenses, disaient les Romains. Ainsi, afin de s'assurer les exploits des Lions indomptables au cours de la dernière coupe d'Afrique des nations (Can), des millions de francs ont été sortis des caisses, par centaines et sans délai. Il a suffi d'un bâton magique : la volonté présidentielle. On ne cesse pourtant de répéter sur tous les tons que les temps sont durs. Ce n'était cependant pas une mauvaise opération et nous n'allons pas boudier le plaisir que nous a procuré le magnifique trophée conquis de haute lutte à Libreville face aux Pharaons. Le moins que l'on puisse dire, c'est que, toutes choses égales par ailleurs, il vaut bien les centaines de millions que l'on a dépensés pour le promener dans nos régions. L'appétit vient, dit-on, en mangeant. Pour préparer la prochaine édition du même exercice ludique panafricain, depuis deux années, le ministère du Sport et de l'Education physique (Minsep) a vu ses moyens littéralement exploser : son budget d'investissement est passé de 9,7 milliards de francs en 2015 à 164,4 milliards en 2016, puis 132,5 milliards en 2017 ; soit une augmentation, tenez-vous bien, de 1594,84% et 1266,05% en 2016 et 2017 par rapport à 2015. D'où a-t-on sorti autant de milliards en temps de vaches dites maigres ? Mystère et boule de gomme. La magie du sport a dû passer par là. Depuis 2012 cependant, le Gouvernement promet et diffère la tenue d'un Forum national de l'éducation. 22 ans après les états généraux de l'éducation de 1995 et alors que la mondialisation s'est accentuée, que l'on est passé au tout numérique et que la planète a basculé dans l'économie du savoir, cet exercice est pourtant nécessaire pour repenser l'éducation du pays, redéfinir les profils de ses principaux acteurs afin de mieux déterminer le choix de leurs équipements en vue de la rude bataille de notre véritable indépendance. Cinq années de suite, le Gouvernement dans ses arbitrages budgétaires n'a pas trouvé un peu d'argent à consacrer à cette activité stratégique ! L'argent, vous le savez, c'est le nerf de la guerre. Combien faut-il donc d'argent pour organiser un forum national de l'éducation ? Quelques centaines de milliards ? Heureusement, non ! Quelques dizaines alors ? Non, derechef ! Alors combien ? Tout au plus 1,5 milliard de francs. Et comment se fait-il qu'on n'ait pas trouvé 1,5

milliard de francs pour repenser l'éducation de ce pays pendant que l'on a trouvé facilement 277,5 milliards de francs en deux années pour financer la préparation de jeux, fussent-ils panafricains ? La question mérite sérieuse réflexion.

L'éducation, la bonne éducation est, comme l'on sait, le plus grand bien que l'on puisse donner à ses enfants, à la jeunesse. Les sports participent à cette éducation, mais davantage sous l'angle de l'éducation physique. Nous aimons pourtant beaucoup notre jeunesse et ne tarissons pas de mots pour dire notre passion à son endroit. Mais devant la seule chose qui peut réellement lui faire du bien et faire son bien, l'éducation, nous nous laissons paralyser d'une crise aiguë d'avarice, et notre générosité devient intolérablement mesquine. Trouverait-on le petit milliard et demi nécessaire à l'organisation d'un forum national de l'éducation digne de notre jeunesse et des ambitions de notre pays ? Comme le démontre si bien le cas du football, il ne s'agit pas d'une question de pouvoir mais de vouloir.

Il est vrai, un coup de cœur pourrait tout aussi bien faire l'affaire. On n'aurait plus qu'à tendre la sébile aux diverses administrations, aux opérateurs économiques, aux bailleurs de fonds internationaux... Un petit jeton par ci, un franc par là, un cent plus loin... Pauvre éducation réduite à jouer les mendiants aux portes des riches, alors que les jeux, de simples jeux croulent sous le poids de l'abondance ! Qui veut la fin veut les moyens ? Si cet aphorisme dit vrai, il faut croire que nous ne voulons pas d'une éducation de qualité pour nos enfants, en d'autres termes, nous ne les aimons pas assez pour vouloir véritablement leur bien.

Le fait d'avoir accepté d'organiser ce forum, ce simple fait à lui tout seul, ne traduit-il pas la réalité d'une détermination nouvelle ? Pourrait-on néanmoins se demander. Dans les circonstances qui sont celles de notre pays aujourd'hui, nous est-il permis d'organiser un forum de l'éducation au rabais, un simulacre de forum national de l'éducation parce que nous ne voulons pas dépenser un petit milliard et demi dans le même temps où nous trouvons par centaines des milliards à dépenser pour des jeux généralement sans lendemain ? Notre jeunesse comprendrait-elle une telle (il)logique ? L'histoire nous pardonnerait-elle une pareille aberration du jugement ?

# La Grande Palabre

**Voici presque deux années que nous avons été l'Etat du Cameroun et certains sous-préfets de la ville de Yaoundé devant le tribunal administratif de Yaoundé à la suite des interdictions d'organiser les réunions publiques dont nous avons régulièrement et abusivement été l'objet.**

**En attendant les verdicts du tribunal administratif devant lequel trois procédures sont pendantes, les conférences-débats dénommées *La Grande Palabre* restent suspendues en ce qui concerne la ville de Yaoundé**

**Germinal : L'attention des Camerounais est captée depuis un certain temps par ce qui est communément appelé 'le problème anglophone.' Quelle lecture faites-vous de cette situation et comment vous la vivez-vous?**

**Christopher Fomunyoh :** Il s'agit d'une situation d'incompréhension historique latente qui date et dont la dernière manifestation est cette crise née des doléances professionnelles des avocats et des enseignants anglophones, et qui entre temps s'est métamorphosée en une crise de confiance aiguë de la gouvernance dans les deux régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Quatre mois après les premières manifestations de rue, on est confronté à une crise d'envergure nationale qui impose à chacun de nous une introspection profonde des valeurs humaines et démocratiques qui nous animent.

Personnellement, comme la vaste majorité des compatriotes, je vis très mal et avec beaucoup de tristesse cette situation : d'abord parce que je suis fils du Nord-Ouest et donc anglophone ; et ensuite parce que je fais partie de ceux qui ont toujours cru au sens d'équité et de justice de l'État. Aujourd'hui cette confiance est fortement ébranlée par certains actes qu'on ne peut s'empêcher de condamner. Je citerais notamment les pertes en vies humaines, les égarements de certains manifestants au début de la crise, l'incendie de la faculté de médecine de l'université de Bamenda, la violence gratuite sur les étudiants et les avocats qui manifestaient paisiblement, et cette punition, voire cette humiliation collective infligée à plus de cinq millions de nos concitoyens qui depuis plus de 60 jours ont été privés d'Internet et d'autres moyens de communication. Comment peut-on ne pas partager la consternation de cette population qui ne l'oublions pas, à elle seule dépasse de loin la population totale des trois pays voisins que sont le Gabon, la Guinée équatoriale et le Congo Brazzaville ? Même s'il y a eu des actes isolés de cybercriminalité au début de la crise, il existe plusieurs façons de contrer ces actes pour la plupart minimes, sans avoir à châtier des populations innocentes en les privant de leur liberté fondamentale d'accès à l'information. Par ailleurs, cette coupure d'Internet a un coût négatif sur notre économie, tout comme elle ternit gravement l'image de notre pays sur la scène africaine et internationale. Les gens en parlent partout à travers le monde ; ils marquent leur étonnement par rapport à notre incapacité à valoriser les atouts dont nous disposons, et ça fait très mal.

Aujourd'hui donc le problème n'est plus seulement anglophone ; il est national et même international lorsqu'on voit les images des compatriotes manifestant devant nos ambassades et autres institutions à l'étranger.



## «Aucun pays africain n'a connu une alternance politique avec une opposition aussi fragmentée que la nôtre»

Il est toujours lucide quand il prend la parole. Ses propos ne laissent personne indifférent. Défenseur acharné d'un État de droit doté d'institutions démocratiques fortes, il estime qu'au Cameroun, les espaces de libertés sont très réduits, et que le contexte politique est hostile au renouvellement de la classe politique dirigeante. Aussi pense-t-il qu'il faudrait revoir notre architecture constitutionnelle qui constitue la fondation de l'État nation et de l'État de droit que nous voulons construire. Faute de quoi nous continuerons à courir derrière le développement, la démocratie et à faire en sorte que les détracteurs de notre pays et du continent africain continuent de penser que nous ne sommes pas encore mûrs pour la démocratie. Son regard sur la situation de certains pays est sans concession. Pour lui, «les pays Africains qui tirent le continent vers le bas sont gérés par des autocrates octogénaires, qui ont une conception rudimentaire et moyenâgeuse du pouvoir politique». Tout n'est pourtant pas perdu pour ces pays, il suffit que leurs citoyens prennent conscience de leur situation et s'engagent activement pour que les choses changent.

**Pensez-vous qu'une solution définitive à ce problème anglophone ou national sera trouvée un jour ?**

Si. Forcément une solution sera trouvée, un jour ou l'autre, étant donné que les griefs ont été mis sur la place publique. D'ailleurs, nous n'avons pas de choix si nous voulons promouvoir la convivialité entre les différentes communautés nationales. Et cela suppose également que les doléances soient prises en compte et solutionnées, et que les problèmes structurels relatifs à la gouvernance nationale, régionale et locale soient débattus avec honnêteté et sérénité, et résolus de façon consensuelle dans les plus brefs délais.

**Parmi les solutions évoquées, certains prônent la décentralisation, d'autres le fédéralisme, et certains la sécession. Dans quel groupe vous trouvez-vous ?**

Comme vous le savez, en panafricaniste convaincu, je n'ai jamais prôné la sécession ou une quelconque séparation, et ma position n'a pas changé. Au moment où les grands ensembles se forment partout ailleurs dans le monde, l'émiettement des pays africains serait contreproductif pour le développement et pour l'intégration nationale et continentale. Comme la constitution prévoit des garan-

ties et protège les droits fondamentaux, nous devons tous œuvrer, le Président de la République en premier, pour que ça soit ainsi au bénéfice de tous les citoyens.

En même temps, je trouve que le débat figé entre la décentralisation et le fédéralisme est mal posé, car il faut d'abord créer les conditions favorables pour un débat instruit et constructif, un débat franc et sincère sur le mode de gouvernance de notre pays. Par ailleurs, je suis agacé du fait que ce débat se tienne alors que ceux qui ont posé le problème au départ — et de la manière la plus civilisée et paisible que possible — se trouvent en détention à Kondengui pour être traduits devant un tribunal militaire. Évitions de tomber dans une fixation sur la forme de l'État qui s'articulerait uniquement autour de la décentralisation ou du fédéralisme. Nous devons dépasser cette posture. Cela demande d'éviter de sauter dans la rue comme ces compatriotes qui, en 1990, ont marché à Yaoundé et dans d'autres villes de la République contre le multipartisme et la démocratie qu'ils définissaient alors comme des « valeurs importées ». On connaît la suite : aujourd'hui, au nom de ces « valeurs importées » les mêmes qui avaient marché se disent démocrates et prétendent avoir apporté la démocratie au Cameroun.

À mon sens, nous devons très bien diagnostiquer le contrat de confiance violé, les textes jamais appliqués, les promesses non tenues et les ratées constatées pendant ces dernières décennies, avant d'examiner les nouvelles formes de gouvernance et les alternatives fiables à même de nous orienter vers l'option idéale pour notre pays. Sinon, on ne pourra jamais trouver de solution durable. Il faut aussi prendre des mesures rapides d'apaisement telles que : la libération immédiate des avocats, des enseignants, des leaders de la société civile, et d'autres anglophones arrêtés ; le rétablissement de la connexion Internet ; la cessation immédiate des arrestations arbitraires des journalistes et des innocents — afin de créer un climat propice pour une réflexion approfondie et cohérente sur les voies de sortie de crise.

J'en appelle aux autorités concernées et qui ont le pouvoir de décision d'appliquer les mesures évoquées ci-dessus, et de prêter une oreille attentive aux doléances et aux cris de détresse des populations du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, et plus généralement des Camerounais. Ils doivent rechercher des solutions aux problèmes qui se posent aux différentes communautés dont la dégradation des conditions de vie est très préoccupante. Je lance un appel solennel aux

compatriotes pour que nous prenions tous, individuellement et collectivement, l'engagement d'élever le niveau de débat sur ces questions capitales relatives à l'avenir de la patrie. Comme vous le savez très bien, je suis profondément républicain et démocrate. Je défends un État de droit authentique où l'intérêt général est au cœur des préoccupations des dirigeants à tous les niveaux ; il y a séparation effective des pouvoirs entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire ; la justice est indépendante ; les droits fondamentaux de l'homme sont respectés ; la corruption est combattue avec la dernière énergie et aussi de façon transparente ; la méritocratie prime sur d'autres considérations ; la déclaration des biens et avoirs est effective ; les élections libres, équitables et justes sont organisées par un organisme véritablement indépendant, et un code électoral mis en place de manière consensuelle. Voilà quelques exemples des mesures à même de rassurer l'ensemble de nos citoyens.

**Depuis le déclenchement de cette crise, on ne vous a pas pourtant assez entendu. Comment expliquez-vous ce mutisme ?**

Mais non, comment pouvez-vous penser un seul instant que je sois resté inactif par rapport à une crise aussi importante et à laquelle le monde entier est

aujourd'hui alerté. Il vous souvient que, 48 heures après le déclenchement des premières manifestations du 21 novembre 2016, j'ai fait une déclaration publique en anglais et en français fortement relayée par les médias nationaux, déclaration dans laquelle j'appelaux au calme et à la non-violence. Dans ce même communiqué du 23 novembre 2016, en voyant les images qui provenaient du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, j'avais recommandé que le président Paul Biya s'adresse à la nation pour calmer les esprits et rassurer les concitoyens. À ce jour, cette déclaration est toujours d'actualité et je reste convaincu que si le président Biya avait pris les devants en ce moment-là au mois de novembre, la question n'aurait pas pris la tournure que l'on connaît aujourd'hui.

Je suis descendu sur le terrain à Kumba dans le sud-ouest en mi-décembre 2016, où j'ai encore appelé à la non-violence et au pansement des cœurs. J'ai accordé des interviews à la presse écrite et radiotélévisée allant dans le même sens. Heureusement que d'autres concitoyens tels que Dr Simon Munzu, les Honorables Wirba et Joshua Osih, les anciens Bâtisseurs Bernard & Akere Muna, Me Felix Agbor Balla, Ayah Paul, Mme Kah Walla, etc., dont je salue les efforts, ont eux aussi édifié l'opinion nationale et internationale sur les contours de la question.

**Comment appréciez-vous les démarches des différents intervenants jusqu'à présent ?**  
Il va sans dire que par sa détermination et sa persévérance, la jeune génération des anglophones — les avocats, les enseignants, les étudiants et autres personnalités impliquées dans ce mouvement — a réussi à mettre sur la place publique, et de manière pacifique, des doléances qui perdurent depuis des décennies, et qui jusqu'à présent étaient traitées à huis clos en commissions restreintes par certains politiques.

Dans la vie de toute nation, la gestion des crises d'envergure permet de mieux cerner les pensées et les convictions des uns et des autres, et beaucoup de nos compatriotes se sont illustrés par leur objectivité et la pertinence de leurs interventions. Je profite de l'occasion que vous m'offrez pour apprécier à leur juste valeur les prises de position factuelle et dépassionnée de tous ceux qui ont pu éclairer l'opinion nationale et internationale sur la problématique. Je pense notamment à l'ancien ministre David Abouem-A-Tchoyi, à Protasis Ayangma, au Député RDPC Martin Oyono, à Me Jean de Dieu Momo, au Professeur Nkou Mvondo, à Jean-Pierre Bekolo, Richard Bona et à bien d'autres compatriotes qui, sans être anglophones, ont manifesté de l'empathie et de la sympathie envers nos compatriotes du Sud-Ouest et du Nord-Ouest et

ont fait montre de beaucoup de lucidité dans leurs analyses. J'ai aussi positivement apprécié les démarches et les efforts d'apaisement du Gouverneur du Nord-Ouest engagés aux moments forts de la crise. Surement que la postérité sera le meilleur juge de l'apport de chacun de nous dans la recherche de solutions justes, équitables et durables.

**Avez-vous la même impression que Achille Mbembe qui estime que quelque chose de très profond s'est cassé au Cameroun au cours des 34 dernières années de gouvernement par l'abandon, et que le bilan des dirigeants actuels est calamiteux ?**

J'apprécie beaucoup le compatriote Achille Mbembe pour son franc-parler et pour ses réflexions limpides sur les questions d'intérêt national. Il a sûrement raison, et j'ajouterais que la gestion de la présente crise sera déterminante à plus d'un titre. Aujourd'hui, nous sommes face à une alternative : soit nous restons indifférents à ce constat éclairé ; soit ensemble nous œuvrons avec de nouvelles approches et de nouveaux hommes pour ressouder ladite cassure et re-projeter le Cameroun sur la place d'honneur et d'avenir qui devrait lui revenir. Cette posture permettrait d'éviter au Cameroun de sombrer dans l'incertitude.

**Doit-on continuer à garder l'optimisme malgré l'absence manifeste de volonté politique affichée par les dirigeants actuels et leur volonté de confisquer le pouvoir par tous les moyens ?**

Evidemment ! Nous devons garder intact notre optimisme pour le Cameroun, car l'absence de volonté politique ou la confiscation du pouvoir dans toute société est forcément temporaire. Dans le cas spécifique de notre pays, le pouvoir est tenu par des octogénaires dont la plupart sont aux affaires depuis les années 60, alors que la génération montante de notre jeunesse aspire à être gouvernée autrement, sinon à jouer un rôle capital et central dans cette nouvelle gouvernance plus démocratique, réellement républicaine et attentive aux besoins et desiderata des populations.

**Dans certains pays africains, on a vu les peuples prendre leur destin en main en faisant partir des autocrates. Le peuple camerounais est-il suffisamment mature pour sa révolution ?**

Je n'ai jamais douté ni de l'intelligence ni de la maturité de nos populations, du peuple camerounais. N'oublions pas qu'avant même les indépendances en Afrique et en dehors de l'Algérie, le Cameroun



Christopher Fomunyoh et Bernard Muna

(sous la tutelle de la France) fut le seul territoire où les populations se sont soulevées contre le pouvoir colonial français. Pendant presque la même période, le Southern Cameroons (sous la tutelle de l'Angleterre) a pu retrouver son autonomie en se soustrayant de la dominance nigériane. Il existe aussi des exemples plus récents comme la lutte pour la démocratie et la conquête des espaces de liberté des années 1990 et les émeutes des jeunes en 2008. Mais, toujours est-il que pour le démocrate que je suis, profondément attaché à un changement ou une transition pacifique, la

Fomunyoh à faire davantage dans le domaine humanitaire. Je souligne que cette fondation est une organisation à but non lucratif que j'ai créée en 1999. Son siège est situé à Bamenda avec une antenne à Yaoundé. Elle œuvre pour l'amélioration du bien-être des Camerounais, l'instauration et le renforcement de la démocratie et les institutions, la promotion d'un État de droit et les droits des personnes. Avec la Fondation Fomunyoh, je suis allé dans toutes les dix régions du pays pour marquer mon soutien aux couches défavorisées.

**Et si l'attribution de ces**

**Je suis très touché par les encouragements et le soutien que je reçois de façon constante des compatriotes de tous les horizons à travers le pays. Lorsque les communautés s'ouvrent à vous du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest, et qu'elles vous reçoivent à cœur ouvert en vous rassurant de leur soutien multiforme, vous ne pouvez qu'apprécier cela avec la plus grande gratitude et avec beaucoup d'humilité. Vous pouvez aisément comprendre les motivations et la détermination de la Fondation Fomunyoh à faire davantage dans le domaine humanitaire.**

**Je souligne que cette fondation est une organisation à but non lucratif que j'ai créée en 1999. Son siège est situé à Bamenda avec une antenne à Yaoundé. Elle œuvre pour l'amélioration du bien-être des Camerounais, l'instauration et le renforcement de la démocratie et les institutions, la promotion d'un État de droit et les droits des personnes.**

meilleure révolution est celle qui se produit à travers les urnes.

**Changeons de registre. Depuis quelque temps vous engrangez une bonne moisson de lauriers sur l'ensemble du territoire national. Le dernier en date est le 'Scoop's Awards' reçu récemment à Kumba, dans le Sud-Ouest. Quelles significations donnez-vous à ces lauriers que vos compatriotes vous attribuent ?**

Je suis très touché par les encouragements et le soutien que je reçois de façon constante des compatriotes de tous les horizons à travers le pays. Lorsque les communautés s'ouvrent à vous du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest, et qu'elles vous reçoivent à cœur ouvert en vous rassurant de leur soutien multiforme, vous ne pouvez qu'apprécier cela avec la plus grande gratitude et avec beaucoup d'humilité. Vous pouvez aisément comprendre les motivations et la détermination de la Fondation

**Awards était une interpellation pour un engagement politique plus marqué, par exemple à être candidat à un poste électif ?**

Effectivement, cela alimente des conversations dans les chaumières, parmi les compatriotes vivant au pays comme dans la diaspora et parmi d'autres observateurs avertis qui aimeraient voir une valorisation de l'expertise acquise et des expériences cumulées toutes ces années. Ils souhaitent voir surgir un jour le moment de la politique partisane ou électorale et me voir mettre mon expérience au service du Cameroun en adoptant une démarche politique visant à accéder au pouvoir. Ils font remarquer à juste titre que pour le moment c'est l'humanitaire qui prime. Heureusement qu'à travers toutes les 10 régions où je suis allé, les populations comprennent et apprécient notre démarche, surtout que les besoins sur le plan humanitaire sont aussi énormes.

**Récemment, la presse internationale - Jeune Afrique, TV5, Notre Afrique, Financial Times, L'Opinion, etc. - a parlé de vous comme un potentiel candidat à la prochaine élection présidentielle. L'une d'elles a même écrit que vous y pensez chaque matin en vous rasant. Quel crédit donner à cette affirmation ?**

Quelque part, ces médias internationaux reprennent effectivement ce que dit la presse nationale qui en parle depuis plusieurs années déjà, pratiquement depuis 2003/2004. Il est évident que, comme tous les Camerounais qui veulent apporter leur pierre dans la construction de l'édifice national, j'ai des ambitions et des rêves pour notre pays. Si je vous dis que je n'ai ni rêves ni ambitions pour notre pays qui se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins, mes propos pourraient être assimilés à un acte de haute trahison. Les compatriotes et des observateurs ne comprendraient pas que presque au quotidien je facilite les processus de gouvernance démocratique dans d'autres pays africains et que je ne puisse rien faire pour mon pays qui marque le pas ou marche à reculons malgré ses énormes potentialités humaines et matérielles. Aujourd'hui, notre avenir est en danger, car soumis à des épreuves existentielles. Contribuer à juguler ces menaces devient une priorité qui dépasse tout positionnement personnel par rapport à la présidentielle d'octobre 2018.

**L'hebdomadaire Jeune Afrique affirmait aussi que malgré des atouts certains pour la conquête de la magistrature suprême en 2018, vous souffrez d'une image de technocrate peu connu sur le terrain. Autrement dit que vous êtes peu connu du commun de nos compatriotes. Est-ce pour corriger cette image que depuis quelque temps on vous a vu faire le tour des régions du pays ?**

Les tournées en régions m'ont été très instructives. Elles m'ont donné et me donnent toujours l'opportunité de toucher du doigt les réalités et le vécu quotidien de nos compatriotes en zone urbaine comme

en zone rurale. Elles me permettent de mesurer l'ampleur de leurs besoins ainsi que de leurs aspirations. Il se dégage clairement que dans le Cameroun d'aujourd'hui, les populations ont des besoins réels tels que l'électricité, l'eau, les centres de santé, des services publics efficaces et de proximité, des infrastructures et des institutions de gouvernance nationales, régionales et locales qui fonctionnent et qui sont adaptées à leurs besoins et aux réalités locales. Dans de pareilles circonstances, être technocrate et porteur de solutions alternatives et d'une vision de rassembleur sont de véritables atouts que même les concitoyens à la base apprécient.

**Justement, en décembre 2016, vous avez déclaré à un journal basé ici à Yaoundé que « Notre pays a besoin du sang neuf, d'un visionnaire, d'un vrai rassembleur qui pourra servir avec abnégation. » A qui pensiez-vous justement ?** Je pense à tous ces leaders de ma génération — de l'opposition comme de la mouvance présidentielle — qui ont beaucoup à apporter à notre pays, mais qui en sont empêchés parce que les espaces de libertés sont très réduits et le contexte politique est hostile au renouvellement de la classe politique dirigeante. Certains ont dû se rabattre vers les organisations de la société civile et d'autres sont devenus très apolitiques. Or, le changement positif tant attendu et vivement souhaité par nos populations n'advient qu'avec la contribution citoyenne et active de tout un chacun.

**Avec 20 ans d'expérience aux États-Unis et dans les institutions internationales, comment capitaliser votre riche expérience en faveur du Cameroun et de l'Afrique ?** Avant d'aller poursuivre les études supérieures aux États-Unis d'Amérique, j'ai grandi au village de Guzang - Batibo dans les champs de café, de manioc, de maïs, etc. Je faisais des kilomètres à pieds nus pour aller à l'école primaire. Plus tard, j'ai poursuivi mes études au collège et au lycée dans les grandes villes. J'ai fait le droit à l'Université de Yaoundé (Ngoa Ekelle), puis une carrière professionnelle à Douala, avant de me retrouver comme le premier Camerounais à être admis dans le programme «LL.M» à la prestigieuse Harvard Law School de l'Université de Harvard à Boston. Vous comprenez que je connais les défis journaliers des populations ordinaires ou des paysans, pour avoir passé mon enfance dans leurs milieux. Je suis donc fils du pays profond et je sais ce dont notre pays a le plus besoin. Il se trouve aussi que ma carrière professionnelle de ces dernières années m'a offert énormément d'opportunités qui m'ont permis de maîtriser les rouages des institutions internationales dans ce monde globalisant. Elle m'a permis de côtoyer de grands hommes et



Christopher Fomunyoh prononçant un discours

certaines acteurs significatifs de l'heure, et de contribuer dans une certaine mesure aux grands événements qui ont marqué des évolutions positives sur notre continent. J'en suis fier de cette évocation panoramique de ma vie, et je me dis que la meilleure façon de rendre grâce au Seigneur et de reconnaître les efforts de ceux qui m'ont assisté d'une manière ou d'une autre pendant ces différentes expériences serait de me donner à fond pour améliorer les conditions de vie et le bien-être des miens, compris dans son sens le plus large. Chaque matin au réveil, il me revient à l'esprit l'image de ce Christopher Fomunyoh parti de son village natal pour arriver là où il se trouve aujourd'hui. Je suis conscient qu'il y a forcément des milliers d'autres jeunes Camerounais qui ne demandent que les ouvertures pour s'imposer et briller de la plus belle manière, chacun dans son domaine. Le panafricaniste que je suis ne peut que penser grand pour son pays et pour le continent dont j'ai pu mesurer les potentialités et les défis de démocratie et de développement pendant les deux dernières décennies.

**L'année dernière vous avez été reçu au Congrès américain où vous avez entretenu votre auditoire sur certains sujets. Dans quel cadre inscrivez-vous votre démarche, une interpellation ou un plaidoyer et pourquoi ? De quoi avez-vous parlé au Congrès ?** Effectivement j'ai eu l'honneur d'être invité à plusieurs reprises par différentes commissions parlementaires du Congrès américain pour témoigner de mon point de vue basé sur mon expérience professionnelle et mon background personnel sur des questions de la démocratie, des élections, de la paix et de la sécurité sur notre continent. En pareilles circonstances, on profite toujours pour interpellier les législateurs américains sur les

actions qu'ils peuvent entreprendre pour accompagner les Africains dans leurs démarches. Il va de soi que je saisis pareilles occasions pour faire aussi un plaidoyer lorsque les circonstances l'exigent.

**De votre position de haut responsable du NDI qui œuvre pour la démocratie et la bonne gouvernance à travers le monde, notamment sur le continent africain, quels sont, selon vous, les goulots d'étranglement, c'est-à-dire des difficultés qui retardent les processus démocratiques et empêchent des transitions démocratiques pacifiques sur notre continent ?** Le plus gros goulot d'étrangle-

ment des alternances au pouvoir, et la régression observée en Afrique centrale et des Grands Lacs où les quelques avancées obtenues dans la vague de démocratisation des années 90 ont été pulvérisées ou anéanties par les ambitions des personnalités hostiles à la transparence et à la gouvernance moderne, et qui veulent s'éterniser au pouvoir. Pour parler-vrai, dans notre sous-région de l'Afrique, les difficultés à surmonter sont très nombreuses. Elles sont liées aux contraintes structurelles, économiques, politiques et géostratégiques.

**Compte tenu des difficultés et contraintes sus-évoquées et à**

**Les revendications et critiques pertinentes formulées par le passé relativement au Code électoral et à l'indépendance d'Élections Cameroon (ElecCam) restent d'actualité. Nous savons tout ce qui met à mal la confiance des populations dans notre système électoral. Dès à présent, il serait judicieux que les dispositions soient prises pour corriger les imperfections du code électoral et garantir l'indépendance et l'impartialité d'ElecCam. Préparons le terrain pour un climat électoral apaisé avec l'acceptation des résultats des élections par tous et évitons la politique de l'autruche pouvant conduire aux crises électorales ou de légitimité à l'issue imprévisible.**

**surmonter, doit-on désespérer de ces pays africains où les pratiques démocratiques tardent à entrer dans les mœurs ?** Heureusement que beaucoup de pays africains comme le Ghana, le Sénégal, le Bénin, le Botswana, L'île Maurice, etc. nous réconfortent dans notre optimisme sur l'avenir du continent. Même le rapport annuel du «Economist Intelligence Unit» de 2016 a classé le Cap Vert en 21e position sur le plan mondial avant les États-Unis et l'Italie. Et à regarder de près, les pays africains qui tirent le continent vers le bas sont gérés par des autocrates octogénaires, qui ont une conception rudimentaire et moyenâgeuse du pouvoir politique. Ceux-ci font semblant d'oublier qu'en toute chose, et surtout dans l'exercice du pouvoir politique, la longévité excessive expose à la routine, au clientélisme et à l'inefficacité, et finit par

ennuyer ceux qui l'exercent et à dégoûter ceux qui le subissent. Néanmoins, l'espoir est d'autant plus permis que les jeunes représentent près de 70% des populations de l'Afrique. Cette population est relativement la plus jeune population du monde. Nous comptons sur la vitalité et le dynamisme de cette jeunesse pour construire un avenir meilleur pour le Cameroun de demain et pour l'Afrique tout entière.

**En 2016, vous avez conduit des missions du NDI au Gabon, au Ghana et dans beaucoup d'autres pays africains. Quelles leçons avez-vous tirées du déroulement des différents scrutins dans ces pays ?**

La principale leçon que je tire de ces différentes missions d'observation électorale est celle selon laquelle le succès de chaque élection dépend de la volonté politique des principaux acteurs et intervenants. À ce jour, tous les pays africains ont la possibilité et la capacité d'organiser des élections paisibles, transparentes et crédibles — il faut seulement y croire et créer les conditions pour le bon déroulement des élections avant, pendant et après les scrutins. Si le Nigéria a pu le faire avec succès en 2011 et en 2015 avec ses 150.000 bureaux de vote et près de 70 millions d'inscrits, aucun autre pays africain ne devrait se dérober à cette attente de plus en plus grandissante de la part de nos populations.

**Au regard de la situation actuelle du Cameroun dans un contexte marqué « la guerre contre Boko Haram », la question anglophone, et de nombreuses revendications sociales, croyez-vous à une alternance pacifique par les urnes en 2018 ? Comment procéder ?**

Je crois encore que nous pouvons tenir de bonnes élections en 2018, mais la volonté politique devrait se manifester au plus vite pour qu'il en soit ainsi. Les revendications et critiques pertinentes formulées par le passé relativement au Code électoral et à l'indépendance d'Élections Cameroon (ElecCam) restent d'actualité. Les propositions de réformes faites par les partis politiques de l'opposition et certaines organisations de la société civile méritent d'être examinées avec sérénité et dans une démarche inclusive et consensuelle. Nous savons tout ce qui met à mal la confiance des populations dans notre système électoral. Dès à présent, il serait judicieux que les dispositions soient prises pour corriger les imperfections du code électoral et garantir l'indépendance et l'impartialité d'ElecCam. Préparons le terrain pour un climat électoral apaisé avec l'acceptation des résultats des élections par tous et évitons la politique de l'autruche pouvant conduire aux crises électorales ou de légitimité à l'issue imprévisible.

**Selon vous, en son état actuel, l'opposition camerounaise sera-t-elle en mesure de réali-**

**ser l'alternance tant souhaitée ?**

La fragmentation des partis politiques que nous constatons sur le terrain n'inspire pas beaucoup confiance quant aux chances de cette opposition divisée, surtout dans un scrutin présidentiel à un tour. Il est aussi de notoriété publique que le code électoral contient certaines dispositions nuisibles à la transparence du scrutin. L'opposition a encore le temps pour faire son autocritique et de passer en revue les résultats des scrutins passés pour en tirer les conclusions appropriées. Quant à une alternance éventuelle, ce sera aux électeurs d'en décider. Toujours est-il qu'aucun pays africain n'a connu une alternance politique avec une opposition aussi fragmentée que la nôtre. Les populations sont fatiguées d'avoir à être gouvernées par les mêmes pendant plus de cinq décennies. Elles souhaitent par conséquent un changement véritable non seulement au sommet de l'Etat, mais dans les pratiques de gouvernance politique, économique, socio-culturelle, entre autres. Pour moi donc, le changement ne devrait pas être seulement celui d'un homme. Pour que ce changement voie le jour, il faudrait que les différents leaders de l'opposition et des autres secteurs sociaux œuvrent dans une démarche collective et multisectorielle. C'est un impératif catégorique, comme je viens de le dire. Il suffit de lire mon ouvrage « Le Cameroun de demain » pour constater que ma conviction reste constante depuis des années. Vous n'avez qu'à regarder les alternances et transitions réussies dans des pays africains comme le Sénégal, le



Christopher Fomunyoh avec un trophée

Kenya, le Burkina Faso, la Tunisie, le Mali, le Benin, la Nigeria, le Madagascar et dans une certaine mesure la Centrafrique. Ça serait à cette large coalition, si elle voyait le jour, de proposer aux Camerounaises et aux Camerounais une alternative crédible basée sur un projet de société centré sur l'intérêt général et les préoccupations des concitoyens.

**La corruption est l'un des**

**maux qui minent le Cameroun. Quel regard portez-vous sur l'opération dite « Epervier » ? Que faudra-t-il faire pour lutter efficacement contre la corruption ?** Beaucoup a été déjà dit et écrit sur la manière de crédibiliser davantage l'opération « Epervier » afin de renforcer la lutte contre la corruption dans notre pays. Malgré les incantations, une frange importante de la population reste sceptique. Elle ne com-

prend pas que certaines personnes contre qui pèsent beaucoup de soupçons ne soient pas inquiétées. Des dispositions constitutionnelles telles que la déclaration des biens, et des propositions comme l'informatisation des procédures financières peuvent faire la différence s'il y avait une volonté politique pour leur mise en œuvre. Au finish, l'incivisme et la criminalité financière ne pourront être réellement combattus que lorsqu'on aura placé aux affaires des hommes et des femmes patriotes et intègres qui n'ont pas été mêlés de près ou de loin à la gestion intéressée des affaires du pays.

**Au Cameroun, on trouve une jeunesse débordante d'énergie. Parlant de cette jeunesse, Christian Cardinal Tumi a estimé dans une interview accordée à Germinal qu'à plus de 70% des Camerounais ne sont pas gouvernés. Quelle place doit-on accorder à cette jeunesse pour le Cameroun de demain ?**

Voilà encore une couche sociale à laquelle on adresse beaucoup de verbes sans que cela se traduise en actes concrets pour lui donner la place qui lui revient dans la gestion de la société et de la chose publique. Permettez-moi de souligner un paradoxe qui laisse dubitative notre jeunesse quant à la volonté politique réelle des pouvoirs publics à valoriser sa contribution dans la gouvernance du pays. De façon arbitraire, notre code électoral fixe l'âge de la maturité électorale à 20 ans refusant ainsi le droit de vote à des centaines de milliers de jeunes âgés de 18 à 20 ans, alors qu'à 18 ans ces jeunes sont pénalement responsables, ils peuvent se marier, payer les impôts et entretenir leurs familles ; à 18 ans ils peuvent défendre le drapeau et se battre pour notre sécurité en tant que policiers, gendarmes, soldats ou marin. Et en contrepartie, le régime actuel leur refuse le droit de vote. Difficile à expliquer ! Comment ne pas s'étonner de l'hypocrisie du régime, qui se plaint souvent que la jeunesse n'a pas de comportement citoyen et civique, et qu'elle manifeste un désintéressement à la chose publique. Il faut absolument donner à notre jeunesse des perspectives nouvelles avec des débouchés qui lui permettront de réaliser ses espoirs et ses aspirations pour le Cameroun et un avenir meilleur. Il faut redonner à cette jeunesse le droit de rêver et d'oser.

**Selon vous, et dans la meilleure des hypothèses, quelles seraient les cinq priorités permettant de répondre aux attentes des citoyens quant à une démocratie réelle et un avenir prospère pour notre pays ?**

En fouillant les archives de mes différentes interventions, vous trouverez que j'ai esquissé à plusieurs reprises les chantiers qui devraient être nos priorités pour un avenir meilleur. Ma position a été constante pendant les vingt dernières années. Le Cameroun de demain doit

devenir une véritable démocratie et cela passera d'abord par une véritable réconciliation nationale, car, en dépit du tapage médiatique habituel sur la paix (que nous voulons tous d'ailleurs), la convivialité et le respect mutuel ne sont pas si évidents. Le pays est traversé par de nombreux clivages et l'identité camerounaise peine à s'imposer. La crise actuelle n'est qu'une face visible de l'iceberg des rancœurs, des déceptions et des récriminations que formulent les différentes communautés. Il suffit d'écouter ce que disent les uns des autres derrière les portes fermées, et parfois même dans les lieux publics pour se convaincre de la fragilité de l'Etat du Cameroun.

Deuxièmement, il faudra revoir notre architecture constitutionnelle qui constitue la fondation de l'état nation et de l'Etat de droit que nous voulons construire, ce qui nous obligerait à revoir le contrat social à établir entre les populations et ceux à qui elles confient le mandat de les représenter ou de les gouverner pendant la durée d'un mandat spécifique. Cela nécessite beaucoup de réformes allant dans le sens de la démultiplication des centres de décision, de l'agrandissement des espaces de libertés, et de la professionnalisation des services de sécurité de proximité (ou de premier et deuxième degré), dont la police et la gendarmerie.

Troisièmement, nous devrions rapidement prioriser la mise en place des infrastructures permettant de favoriser l'émergence d'une industrialisation locale, de la commercialisation des produits agricoles, et de l'amélioration du bien-être de nos populations.

Quatrièmement, nous devons repenser de manière exhaustive et profonde notre diplomatie et notre représentation internationale. Cela passe par une redynamisation de notre rôle dans les instances sous-régionales et continentales et une amélioration rapide des relations entre nos ambassades et les compatriotes vivant ou travaillant à l'étranger. Ce serait aussi l'occasion de valoriser l'apport de notre diaspora pour qu'elle joue pleinement son rôle de catalyseur du développement et la modernisation de la patrie.

Cinquièmement, pour terminer, je reviendrais sur l'intégration effective et efficace des femmes et des jeunes dans la gestion des affaires publiques. Pour redynamiser le Cameroun et donner un nouveau souffle à notre pays, on n'a pas d'autre choix que de se focaliser sur ces priorités et beaucoup d'autres que je pourrais expliciter davantage au prochain passage dans votre rédaction, et si l'occasion m'est à nouveau offerte.

**Christopher Fomunyoh, nous vous remercions**

Propos recueillis par : **JEAN-BOSCO TALLA.**

**COMMENTAIRE**  
**Accusation gratuite**

Récemment une certaine opinion voyait la main de Christopher Fomunyoh derrière les mouvements dans les régions anglophones. Spéculation ou désir de discréditer un adversaire politique réel ou supposé. D'ailleurs, quand on est un homme public qui nourrit de grands rêves pour son pays, on doit à tout moment s'attendre à ce genre d'attaque et d'accusations malsaines, farfelues et très souvent tirées par les cheveux. Le monde politique est ainsi fait. C'est un monde féroce. Ce n'est pas un univers fait pour des moines trappistes, mais pour des bagarreurs. C'est un univers où tous les coups sont permis, où tous les moyens sont bons quand ils sont efficaces pour déstabiliser et détruire un adversaire. Selon ses proches, Christopher Fomunyoh est un homme de paix et de la non-violence profondément républicain et démocrate, qui défend l'Etat de droit. On dirait, affirmant-ils que la République et la Démocratie sont inscrites dans son patrimoine génétique. Et quand il parle de République et de Démocratie, il ne s'agit ni de République ou de Démocratie ethnique, tribale ou villageoise, ni de République ou de Démocratie des copains et coquins ou mises à leur service, mais de République et de Démocratie authentiques où :

- l'intérêt général est placé au cœur des préoccupations des dirigeants à tous les niveaux ;
- il y a séparation effective des pouvoirs entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire ;
- la justice est indépendante avec le conseil supérieur de la magistrature présidé par un magistrat ;
- les droits fondamentaux de l'homme sont respectés ;
- la corruption est combattue avec la dernière énergie et une loi contre ce fléau est adoptée et promulguée ;
- la transparence et la reddition des comptes sont

érigées en principe de gouvernance ;

- une loi sur la transparence dans la gestion des affaires publiques est votée et promulguée ;
- la méritocratie prime sur toutes les autres considérations ;
- la déclaration des biens et avoirs est effective et est faite au moment de l'entrée en fonction et au moment de la sortie ;
- les élections libres, équitables et justes sont organisées par un organisme véritablement indépendant mise en place après avoir discuté avec tous les acteurs sociaux et après avoir arrêté consensuellement les règles du jeu ;
- un consensus est trouvé autour du Code électoral ; le calendrier électoral arrêté une fois pour toute est connu de tous les Camerounais, etc.

C'est un homme de dialogue pour qui il n'y a pas sujet tabou. « Vous pouvez discuter avec lui sur toutes les questions. Au moment où les grands ensembles se forment partout ailleurs dans le monde, l'émiettement de nos pays en des Etats lilliputiens est contreproductif pour le développement et pour l'intégration nationale et africaine. », soutient un proche

Si on suit la logique de cette opinion la main du chef de l'Etat serait derrière ces mouvements, lui qui avait déclaré le 31 décembre 2016, je cite, « [...] Les libertés politiques et syndicales sont effectives dans notre pays. Elles sont garanties et encadrées par nos lois et règlements. Dans ce cadre, chaque citoyen est bien fondé d'exprimer son opinion sur tout sujet de la vie nationale, y compris par l'observation pacifique d'un mot d'ordre de grève, dûment déclaré. Il s'agit d'un droit fondamental du citoyen, voulu par le peuple camerounais puisque garanti par la Constitution. »

**IKEMEFUNA OLISEH**

**C**hristopher Fomunyoh est un brillant intellectuel camerounais. C'est un homme de convictions et d'actions, connu non pas pour la publication des ouvrages mais pour ses sorties médiatiques constantes et son engagement permanent pour le triomphe des droits de l'homme en Afrique, la promotion et le respect des valeurs démocratiques qu'il véhicule telles que les élections libres et transparentes, la liberté de la presse, la bonne gouvernance, l'alternance politique. Son activisme fait de lui un homme à part entière au parcours exemplaire. Politologue, il est actuellement directeur régional du NDI (*National Democratic Institute for International Affairs*) pour l'Afrique. Il est communément appelé « Monsieur Afrique » par la presse internationale, et est un expert en matière de démocratie en Afrique. Il a le sens des valeurs et est doué d'un optimisme inébranlable et les possibilités de changement positif et significatif au Cameroun en particulier et en Afrique en général. Nous parlerons de ce fossyeur de la tyrannie et des tyrans africains sur deux aspects : sur le plan humanitaire et afin au niveau de ses idées dont un aspect est contenu dans l'ouvrage témoignage et programme de Mokun Njouny Nelson, *Le Cameroun de demain. Dr Christopher Fomunyoh, l'homme à travers sa parole* (Douala, Veritas, 2013).

Notre prise de contact avec lui s'est effectuée par le canal du web- bien que certaines mauvaises langues estiment que ce moyen de communication est pire que *Radio milles collines*, une raison pour justifier (?) sa coupure dans les régions anglophones du Cameroun. Nous avons visité son site internet dédié à sa Fondation [www.tffcam.org](http://www.tffcam.org) dont la lecture nous a impressionnée. Nous avons pu par la suite remplir par curiosité un formulaire intéressant sur le Programme National de Volontaires TFF qui est un appel à tous les Camerounais où qu'il se trouve à « se joindre au processus de construction de nos communautés afin de faire de notre pays le Cameroun, un endroit où il fait bon vivre ». La réponse de Christopher Fomunyoh suite au remplissage de ce formulaire ne s'est pas fait attendre, nous avons pu saisir la portée de son action et de son engagement et des défis auxquels il fait face pour l'amélioration des conditions de vie de ses concitoyens.

A cet effet, Christopher Fomunyoh est un homme au cœur grand comme le monde. Par le canal de sa fondation, la Fondation Fomunyoh (TFF) est une organisation à but non lucratif fondée en 1999 par le Dr Christopher Fomunyoh. Elle milite au quotidien pour la mise en pratique des valeurs démocratiques et se dévoue pour les causes humanitaires nobles. Son objectif est de s'associer à des philanthropes et des groupes démocratiques et des droits de l'homme au

AU COEUR D'UNE OEUVRE

## Christopher Fomunyoh : L'intellectuel et l'humaniste au grand cœur

Ses oeuvres et actions humanitaires plaident en sa faveur. Il a sillonné le territoire national pour toucher du doigt les réalités camerounaises et apporter des dons à ses compatriotes qui se demandent s'il franchira le pas pour entrer dans l'arène de la politique partisane en vue de la conquête du pouvoir politique suprême.



Cameroun, ainsi qu'au niveau international, pour améliorer le bien-être du peuple camerounais et renforcer les institutions et les droits de l'homme au Cameroun. La Fondation se compose d'une Radio Fondation, l'un des premiers piliers de la Fondation qui émet depuis Bamenda et dont la mission est de partager l'information et les connaissances sur les questions qui améliorent le bien-être des Camerounais, un radio qui à un moment n'était pas bien vue par les autorités administratives du Nord-Ouest ; d'une Bibliothèque à vocation communautaire avec une collection de plus de 25.000 livres allant de la maternelle à l'université et couvrant presque tous les domaines du savoir : les sciences sociales et naturelles, la santé, la gestion, le droit, les TIC, entre autres ; d'un Centre des TIC et d'une Salle de conférence moderne pouvant accueillir des ateliers et des séminaires ; d'une *Fondation Arts et Design*. En plus de ses atouts, la Fondation est préoccupée par les moins privilégiés. A cet effet, elle fait des dons à des orphelinats et organisations de veuves, aux établissements scolaires et universitaires dans les dix régions que compte le Cameroun : à Maroua dans l'Extrême-Nord, à Bertoua dans l'Est et Guzang dans la région du Nord-Ouest, à Yaoundé, Douala, Ebolowa et bien d'autres, car elle est au quotidien plus proche des vulnérables et des laissés-pour-compte. Ainsi, sur plan humanitaire, Christopher Fomunyoh nous semble être un modèle à suivre par sa génération et la jeunesse. Il aime bien dire qu'il est du côté de ceux-là qui n'ont pas de voix.

La lecture récente de l'ouvrage de Mokun Njouny Nelson, *Le Cameroun de*

*demain. Christopher Fomunyoh, l'homme à travers sa parole*, nous a permis de mieux cerner la posture intellectuelle de Christopher Fomunyoh. Il n'est pas un intellectuel de salon ou un intellectuel organique, il est un penseur dynamique de sa société, un soldat et une sentinelle infatigable de la démocratie, de sa pratique et du respect de ses principes. Il reste un homme averti et sensible opposé à la logique de l'indifférence et du silence érigée en règle. Sa particularité réside dans la liberté et le ton direct et franc qu'il adopte sur des sujets divers qui concernent notre passé, notre quotidien et notre devenir. Il est un homme de propositions concrètes, « je suis renforcé dans ma position, chaque fois que je critique, je suis à même de proposer des solutions pour améliorer la situation », « j'essaie d'aider à améliorer les conditions de vie des populations et au développement de notre pays ». En substance, ce livre est une « relecture et une mise en forme d'interviews, de papiers, de documents audio et vidéo produits par et sur l'auteur », il « invite à une redécouverte de l'homme à travers ses propos, les positions qu'il a défendues à diverses occasions, ses convictions profondes et son engagement au sujet des réformes à entreprendre, des changements à apporter, des améliorations à esquisser sur la voie de la transformation sociopolitique du Cameroun ». Cet ouvrage livre ses idées politiques. D'aucuns ont vite fait de l'assimiler à un programme politique ou à une profession de foi d'un patriote viscéralement attaché à sa terre natale et impatient de voir déployer ses talents à la mesure de ses immenses atouts.

**Que pouvons-nous retenir de ses idées ?**

Au niveau l'évolution politique au Cameroun, il pense qu'elle est symptomatique des frustrations que les citoyens ressentent, frustrations qui sont la conséquence de la polarisation excessive du débat politique autour d'un seul homme, Paul Biya, à l'insécurité, à la criminalité et au chômage et au sous-emploi qui affectent la majorité des jeunes vivant dans l'angoisse, la crainte d'un avenir incertain et l'impossibilité d'une alternance par les urnes. Indigné, il pense que « les populations sont fatiguées d'être gouvernées par les mêmes individus pendant plus de 30 ans » (quand l'auteur écrivait l'ouvrage, Ndlr). Dans ce pays, « la misère de certains de nos concitoyens contraste vivement avec l'opulence de certaines élites ». Cette absence d'alternative à la tête de l'Etat a un impact énorme sur le plan économique car les Camerounais conscients regardent autour d'eux par rapport aux autres pays qui réalisent des avancées politiques et économiques et se demandent **pourquoi pas nous, et pourquoi pas notre pays**, pourtant plus nanti des ressources naturelles immenses et doté d'un capital humain impressionnant. Comment revitaliser le « *made in Cameroon* » et améliorer la transparence dans les ressources humaines et financières, pétrolières, minières et agricoles? Que pourrions-nous faire pour que notre pays soit un havre de paix et de sécurité pour des investisseurs ? Il propose à ce sujet un plan de développement des infrastructures, la création des zones franches industrielles, une table ronde sur l'économie nationale, la consolidation de la classe moyenne, un plan

pour attirer les investisseurs car dit-il « notre pays a toutes les potentialités pour servir comme pivot régional ». Le Cameroun doit être un havre de progrès économique et social.

Malgré ses propositions, Christopher Fomunyoh n'est pas un économiste, il est plus à l'aise sur le terrain politique notamment sur questions liées l'organisation des élections libres et transparentes, des transitions démocratiques et bien d'autres sujets liés au processus de démocratisation. Il est de ceux-là qui pensent que le **débat sur la transition démocratique au Cameroun en 1990 a été faussé car il n'a pas débouché sur la mise en place des institutions démocratiques fortes, légitimes et crédibles**. L'échec au niveau de l'organisation des élections est la preuve irréfutable de ce constat inquiétant. L'échec est perceptible selon notre chantre de la démocratie à partir de plusieurs niveaux :

- l'absence de consensus autour du cadre électoral depuis la révision de la constitution de 2008 qui a fait sauter le verrou de la limitation des mandats présidentiels, ce qui est une régression en matière de progrès démocratique ;
- la polarisation du débat sur la légitimité et la crédibilité d'ELECAM et la perception de la partialité de certains de ses membres ;
- l'amendement du code électoral visant à priver ELECAM de sa responsabilité de publier les résultats provisoire ;
- l'absence du Conseil constitutionnel
- la gestion opaque du chronogramme des élections qui dépend de la volonté d'un seul homme, Paul Biya, tyran ou démocrate ?

Au sujet de Paul Biya, il pense qu'il est loin d'être un démocrate. Il lui reproche son désir d'éternité au pouvoir après 35 ans, son absence de dynamisme et de prévision, son centralisme excessif, son impuissance et son laxisme face à l'inertie et la corruption. Il le rend ainsi responsable du climat de désespoir et de fatalité actuelle qui gagne la majorité de ses compatriotes. Il apprécie un dirigeant sur le critère de l'efficacité ou de la manière dont il a abordé les défis de son époque. Il se trouve que l'homme du Renouveau se contente simplement de constater comme un citoyen ordinaire que le pays est mal géré pourtant, dit-il, « au lieu de constater, je crois que celui qui la loi fondamentale réserve le pouvoir constitutionnel de gérer l'administration camerounaise devrait tout faire pour celle-ci retrouve son dynamisme d'antan ». Il est **☛☛ suite p. 10**

## TRAJECTOIRE

**Né pour être Leader**

Dès la naissance, son père avait su tracer sa voie en lui attribuant le nom de Fomunyah, c'est-à-dire le Fon des Enyoh, le roi ou le chef des Enyoh. Dans sa communauté, un roi est indubitablement un Leader, un guide. Au commencement était donc le verbe, la parole de son père s'est fait chair et Christopher Fomunyah incarne aujourd'hui ce leadership auquel renvoie son nom.



Christopher Fomunyah recevant les attributs de noblesse

Il y a 6 ans, en 2011, dans le contexte de l'élection présidentielle au Cameroun, les supputations allaient bon train sur la probable candidature de Christopher Fomunyah, très connu à l'international mais que le Cameroun profond découvrait à peine, tant il n'était pas une figure familière du gotha politique de Yaoundé. Aujourd'hui, l'investissement qu'il a fait de l'espace médiatique et de celui de la société civile à travers la fondation qui porte son nom, ses tournées régionales lui ont permis d'avoir plus de visibilité. Les nombreux Awards qu'il récolte depuis 2014 sont des preuves que ses actions ne laissent plus ses compatriotes indifférents. Toutefois, il reste que beaucoup de Camerounais qui commencent à s'intéresser à cet homme, se posent des questions sur la trajectoire biographique et le parcours existentiel de ce compatriote, en tous points, digne d'intérêt.

Fomunyah Christopher est né un 14 août 1956 à Guzang, village de l'arrondissement de Batibo dans le Nord-ouest, dans une famille de planteurs de café dont il est l'aîné. Dans sa langue maternelle, Fomunyah signifie littéralement le Fon des Enyoh ou Roi des Enyoh. Lors de la cérémonie de remise d'un Awards à Kumba, le Roi du Peuple Igneuh l'avait réitéré. Il est permis de se demander au regard des ambitions présidentielles non encore exprimées, mais qui transparait dans les actes du personnage, et de la signification de ce nom que nous dévoile l'onomastique, si la trajectoire destinale du jeune Fomunyah n'avait pas été dès le commencement marquée du sceau de la royauté.

Le cursus scolaire du jeune Fomunyah débute à la Catholic School of Guzang pour se poursuivre à la Presbyterian School of Ambo. Au terme de ce parcours primaire, il va intégrer le Collège protestant de Bali où il y achève le premier cycle des études secondaires en 1973. Il rejoint alors le Cameroon college of Arts, Science and Technology de Bambili où il y obtient en 1975 le GCE Advanced Level General Certificate of Education, équivalent du

Baccalauréat dans le sous-système éducatif francophone. C'est nanti de ce parchemin, qu'il s'inscrit à la faculté de droit et de sciences économiques de l'Université de Yaoundé. Son parcours est censonné en 1979 par l'obtention du diplôme de Licence en droit. Débute alors pour lui une carrière professionnelle qui le conduit tour à tour à la SNEC et à Cameroon Airlines, où il est en charge le département juridique pendant plus de 5 ans, au terme desquels d'ailleurs, il s'envole pour les USA pour y poursuivre des études qui le conduiront à l'obtention d'un Master en droit international, en 1989, à l'Université de Harvard. Il va être alors stagiaire dans les cabinets d'avocats de la Boston Bank aux USA et de la Standard Chartered Bank à Douala, au Cameroun. En 1993, il est fait Docteur en sciences politiques de la Boston University. Il rejoint alors le National Democratic

Institute (NDI) en qualité de cadre supérieur. Cet organisme en charge de promouvoir la démocratie dans le monde, va le conduire à aller aux quatre coins du globe. Parallèlement, il mène tout aussi une carrière d'enseignant à l'Université de Georgetown où il dispense des enseignements sur la politique et des gouvernements africains, et d'un même front, il conduit également une carrière de chercheur au Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA).

Directeur pour l'Afrique du NDI, Fomunyah, crée avec un groupe de Camerounais, en 1999, une fondation éponyme, à la mémoire de son grand père Bah A. Fomunyah, qui fut avant l'heure un défenseur des droits humains sous l'occupation allemande, britannique et française, The Fomunyah Fondation (TFF) dont le quartier général est à Washington DC. Basée également à Ngomaghan dans la ville de Bamenda, la fondation dont la

mission est d'œuvrer à la promotion de la démocratie et à l'amélioration des conditions de vie des populations locales, possède une radio dont le crédo est d'être la voix des sans-voix, une bibliothèque de plus de 25000 livres, un centre multimédia, une salle de conférence et un centre d'arts et de design pour la promotion des cultures du Nord-ouest et du Sud-ouest. Au travers de cette fondation, Fomunyah mène une action qui vise à occuper le terrain politique et social. Ce qui lui assure une certaine visibilité dans le paysage politique camerounais. D'ailleurs, il ne fait plus mystères de ses ambitions présidentielles. Son important carnet d'adresses au plan international, dans la diplomatie et les chancelleries occidentales et outre atlantique, ses connexions dans les medias internationaux qui l'appellent d'ailleurs assez affectueusement du nom de Monsieur Afrique, lui pourront être

d'une aide inestimable le moment venu. Mais précisément, ces relations ne constituent-elles pas le talon d'Achille du futur candidat Fomunyah dans la mesure où elles donnent à voir de lui un candidat trop proche des Américains, pour ne pas dire aux ordres des USA ? Fomunyah serait-il le candidat des Américains dans un contexte où chaque leader doit pouvoir compter et jouer avec le soutien des métropoles occidentales et de leurs chancelleries sur place ? Quels gages offre-t-il aux camerounais de ce qu'il pourra défendre leurs intérêts, attendu qu'il réside avec toute sa famille, son épouse Mary Ann, et ses enfants Franklin, Brian et Christina, à Washington ? A toutes ces questions, ces proches balaient du revers de la main et affirment qu'il est d'abord Camerounais et que seul l'intérêt du Cameroun compte à ses yeux. Le reste à leurs yeux n'est que manœuvre pour discréditer une personnalité d'envergure.

En tout état de cause, certains Camerounais malgré leur appréhension devraient pouvoir écouter ce compatriote qui ne rêve que du meilleur pour le Cameroun, et le juger sur pièces, au travers de l'utopie politique qu'il entend leur vendre, au lieu de le percevoir au travers des prismes déformant et des préjugés dont on sait qu'ils sont coutumiers. Dans la galerie politique des leaders du Cameroun en général, de celle du Southern Cameroon en particulier, que vaut le Dr Fomunyah à côté des Bernard et Akere Muna, Fru Ndi, Kah Walla, et autres ?

TISSIBE DJOMOND

☛ suite de la page 9  
clair que « là où il y a la volonté politique, la démocratie fonctionne ».

Cette absence de volonté politique est perceptible au niveau de la légèreté avec laquelle a été mise en place des institutions telle que le Sénat dont il juge inopportun, inutile et onéreux, « en tout bon camerounais qui aime son pays et qui se soucie de son avenir, cet exercice sur le Sénat est plaisanterie de mauvais goût à de divers niveaux ». A défaut, il aurait « été préférable pour le président de nommer ses 100 sénateurs et de nous épargner des dépenses inutiles ». Christopher Fomunyah croit

avec ferveur à l'avènement d'une transition démocratique pacifique au Cameroun. Si des difficultés résident au niveau de l'organisation libre et transparente des élections, il pointe aussi du doigt certains hommes politiques notamment ceux de l'opposition dont il invite à une ouverture d'esprit en vue de la formation des coalitions ou de la mutualisation des moyens pour un changement véritable au Cameroun. **Le Cameroun ne saurait être une « île d'auto-crate ».** On comprend pourquoi il leur fait 10 recommandations stratégiques :  
- l'ouverture à l'autocritique et l'autoévaluation ;  
- la reprise des initiatives

d'éducation civique et politique des citoyens ;  
- la révision des stratégies de recrutement à la base et au niveau du leadership ;  
- l'établissement des services de liaison et permanente avec les autres promoteurs de la démocratie et de la bonne gouvernance ;  
Le cadrage des actions politiques avec l'évolution du calendrier électoral et politique ;  
Le renforcement de l'identification idéologique des partis  
L'ouverture des partis politiques aux grandes familles politiques internationales ;  
L'élargissement du champ de débat et de réflexion sur la situation du Cameroun aux

démocrates africains dans leur globalité ;  
La rénovation et le renouvellement du leadership dans les parties politiques ;  
L'établissement des liens de communication substantiels avec les compatriotes de la diaspora.

A propos de la diaspora, il s'étonne que notre pays n'exploite pas à sa juste valeur leurs compétences et même les relations professionnelles et autres talents, l'apport de la diaspora étant immense dans la construction durable du Cameroun.

Christopher Fomunyah ne reste pas indifférent au problème anglophone. Pour lui, la question anglophone est réel-

le, c'est sa résolution partisane qui pose problème. « Notre diversité culturelle tout comme notre bilinguisme sont des atouts susceptibles de projeter ce pays sur l'échiquier international ».

En clair, Christopher Fomunyah est l'un des intellectuels et des leaders d'opinion sur qui les Camerounais peuvent compter pour la construction d'un Cameroun de demain, libre, démocratique, prospère et joyeux. Reste à savoir s'il franchira le pas pour entrer dans l'arène en vue de la conquête du pouvoir politique suprême. *Just wait and see.*

Kakmeni Yametchoua

DÉDICACE ET INAUGURATION

# Le Pr Ambroise Kom dédicace son ouvrage le jour de l'inauguration de la Librairie des peuples noirs

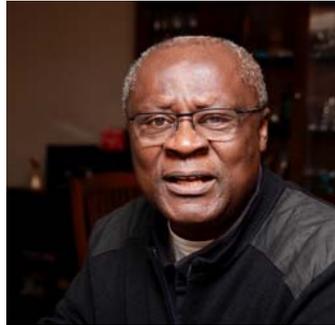
Il n'y a pas longtemps le feuilleton de l'Université des Montagnes tenait l'opinion publique en alerte et faisait les choux gras de la presse. Aujourd'hui, il se trouve dans l'ouvrage que le Pr Ambroise Kom a dédicacé le 15 mars 2017 à la Librairie des peuples noirs, jour de l'inauguration de cet espace où les yaoundéens devraient aller quérir les livres pour nourrir leur esprit.

Le feuilleton de l'université des Montagnes vient de s'enrichir d'une nouvelle péripétie. En effet, l'un de ses protagonistes, en réalité l'un de pères fondateurs de cette institution, le Pr Ambroise Kom a procédé le 15 mars 2017, à la Librairie des peuples noirs sise à la montée SNI, Immeuble Don Bosco que connaissent bien les yaoundéens, à une double cérémonie : l'inauguration de la librairie depuis son déménagement de Tsinga et son aménagement consécutif à Mvog Ada, et la dédicace de son récent ouvrage *Université des Montagnes Pour solde de tout compte*, publié aux Éditions des peuples noirs.

Prévu pour commencer à 15 heures, l'événement placé sous l'esprit « *Ne désespère de rien* », commence avec un léger retard accusé par le modérateur Valentin S. Zinga qu'on ne présente plus, et qui s'en est excusé, comme le dit la formule consacrée, platelement. Des panélistes attendus, presque tous ont répondu présents : Ambroise Kom, Eboussi Boulaga, Odile Biyiti Awala, seul Haman Mana, n'a pu honorer ce rendez-vous du donné et de recevoir, pour cause de calendrier. Il a été remplacé au pied levé par

Jean-François Channon, journaliste au quotidien *Le Messager*.

Avec l'aisance rhétorique rompue qu'on lui connaît, le modérateur avant d'introduire le premier intervenant, Channon, s'est essayé à explorer le champ des possibles quant à la palette de titres qui s'offrirait à l'auteur : *Si l'Université des Montagnes m'était contée. Les comptes de l'université des Montagnes*, etc., Valentin S. Zinga n'a d'ailleurs pas manqué de questionner l'intention de l'auteur quant à une possible volonté de règlement de comptes. C'est dans ce décor ainsi planté que Channon prend la parole, non sans avoir rappelé qu'il a été avec Zinga, comme beaucoup de Camerounais d'ailleurs, à la fin des années 80 et au début des années 90, un des étudiants du Pr Ambroise Kom, en études postcoloniales à l'université de Yaoundé. De cette première intervention, on retiendra surtout que la trajectoire existentielle et destinale du Pr Kom aura été marquée par une providence qui se sera manifestée sous les figures de son oncle maternel et infirmier, Papa Augustin Mambou, de l'Abbé Louis-Marie NKwayep, du Pr Thomas Melone et du Pr Robert Mane. Une provi-



dence qui l'aura conduit tour à tour du Cameroun en France, de aux USA, en l'Allemagne, à Rabat, et à Yaoundé, etc. Avant qu'il ne dépose ses valises à Bangangté qu'il avait considéré comme la dernière étape de son long périple professionnelle et intellectuelle.

L'exposé du philosophe Fabien Eboussi Boulaga, qui a par ailleurs rédigé la préface de l'ouvrage, a été naturellement un questionnement de la posture de l'auteur en tant que partie prenante au conflit de l'UDM : « *Qui est-ce "nous" ?* (auquel le Pr Ambroise Kom se réfère

constamment dans son texte) ? » « *Qui rêve à l'UDM ou de l'UDM ?* Le philosophe se doute bien que derrière ce nous de majesté se tient modestement une *indiscible solitude*, et que « *Rétrospectivement, on a peine à croire qu'on ait affaire à l'éclatement d'une unité originelle de doctrine et de projet* ». L'UDM n'aurait-elle été dès le départ qu'un « *malentendu bien entendu* » selon la formule de Jankélévitch reprise par le philosophe Eboussi,? « *...ou la fausse dupe avait conscience d'une équivoque à exploiter, le partenaire se trouvant mécompris à son insu. À moins que ce dernier ne se soit cru plus malin et n'ait créé 'la fausse situation du malentendu doublement bien entendu'* ». D'où le résultat de course auquel on assiste. Et Eboussi d'observer que « *la lucidité d'Ambroise Kom est allée jusqu'au bout de l'illusion idéologico-tribale et de l'égoïsme néo-bourgeois sans fard* ».

De l'intervention d'Odile Tobner Biyiti Awala, on aura retenu que le Pr Kom est de ces intel-

lectuels africains, à l'instar de Mongo Beti, qui aura décidé d'aller au-delà du discours, en faisant de l'expérience mise au service d'une utopie qui malheureusement dans l'espace francophone subsaharien postcolonial semble vouée d'avance et fatalement à l'échec, tant à chaque fois, tapies dans l'ombre, des forces obscures sorties des abysses du néocolonialisme, surgissent à chaque fois pour leur faire échec. D'où la nécessité d'interroger l'échec des intellectuels subsahariens dans le champ politique et social de l'espace francophone. Odile Biyiti a terminé son propos en invitant le public à faire vivre la Librairie des peuples noirs qui est un espace unique en Afrique centrale.

L'exposé de l'auteur lui-même a été davantage une restitution du contexte qui a présidé à l'écriture du texte dont il faut prendre connaissance pour savoir de quoi il retourne.

Dans la phase consacrée aux échanges, on aura surtout noté l'apostrophe violente de Sindjoun Pokam qui a tancé le Pr Ambroise Kom de s'être octroyé un salaire faramineux, et d'en appeler à la ruine de l'UDM. Njoya Moussa s'est demandé si le financement de 5 milliards prêtés à l'UDM par l'AFD n'a pas été finalement une malédiction pour cette institution. Fabien Nkot, adoptant une posture d'avocat du gouvernement, s'est demandé si l'UDM ne s'était pas trompé d'ennemi en jugeant le gouvernement comme tel, et si l'ennemi en réalité n'était pas à l'intérieur.

C'est dans une atmosphère assez excitée que la cérémonie a pris fin sur les coups de 19 heures.

TISSIBÉ DJOMOND

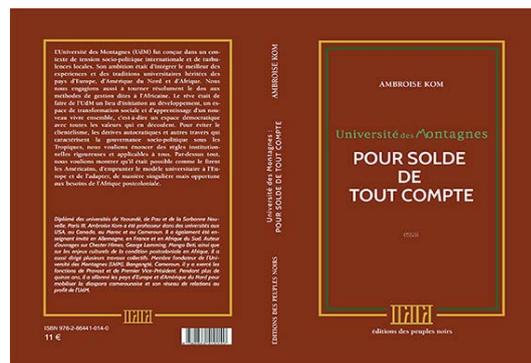
BONNES FEUILLES

## A qui profite l'Université des Montagnes?

Au fur et à mesure que le lecteur pénètre dans les entrailles de l'Université des montagnes à travers l'ouvrage du Pr Ambroise Kom, la curiosité se change en colère.

Passablement confus face à l'inexplicable silence de mes collègues, j'exprimai mon étonnement au Senior Manager. Il me répondit avec un flegme incroyable : « Comme tu dois le savoir, nul ne s'est jamais plaint des odeurs de ses déjections ».

Dans un autre memorandum encore plus énergique de l'adressé à la direction de l'institution, je notai que la préparation et la présentation du budget de l'UdM s'apparentait à une véritable esbroufe, ledit budget étant préparé sans objectifs concrets, une manière fort habile d'éviter toute prévision précise et, partant, toute discipline dans la gestion des dépenses. J'en profitai pour rappeler qu'il était anormal que des membres de l'association et des employés de l'UdM fassent partie des fournisseurs de l'institution. Insistant sur le fait « que nous devons, dans la mesure du possible, bénéficier des revenus nous permettant de jouer notre rôle dans le respect de l'éthique que nous professons », je constatai qu'il était dommage que certains responsables de l'UdM aient recours aux véhicules avec chauffeurs de l'institution pour leurs courses personnelles. Pareil comportement,



écrivais-je, nous mettais en porte-à-faux et nous discréditait. Je terminais mon mémo en traitant de la question délicate des retraites : « Il serait peut-être temps que nous réfléchissions à la prise en charge des membres fondateurs de l'AED qui auront été employés de l'UdM et qui pourraient prendre une retraite méritée de l'institution. Nous avons pris l'habitude de payer des forfaits à nombre de nos employés à qui nous conseillons de prendre une retraite méritée. À mon avis, il faudrait éviter d'avoir à gérer pareille situation au cas par cas ». Dans un autre mémo, j'avais d'ailleurs précisé

ma pensée en spécifiant que ce genre de retraités pourraient toucher leur dernier salaire pendant cinq ans, ledit salaire n'étant pas transférable à un tiers. Étonnamment, l'ensemble de ces mémos, même lorsqu'ils provoquaient un fléchissement des habitudes, ne suscitèrent jamais aucune réaction officielle de la part de la direction de l'institution. C'est pourquoi mon premier rapport au Conseil d'Orientation qui tient lieu de Conseil d'Administration de l'UdM commençait en ces termes : Il ne serait pas inutile de commencer mon propos par situer le

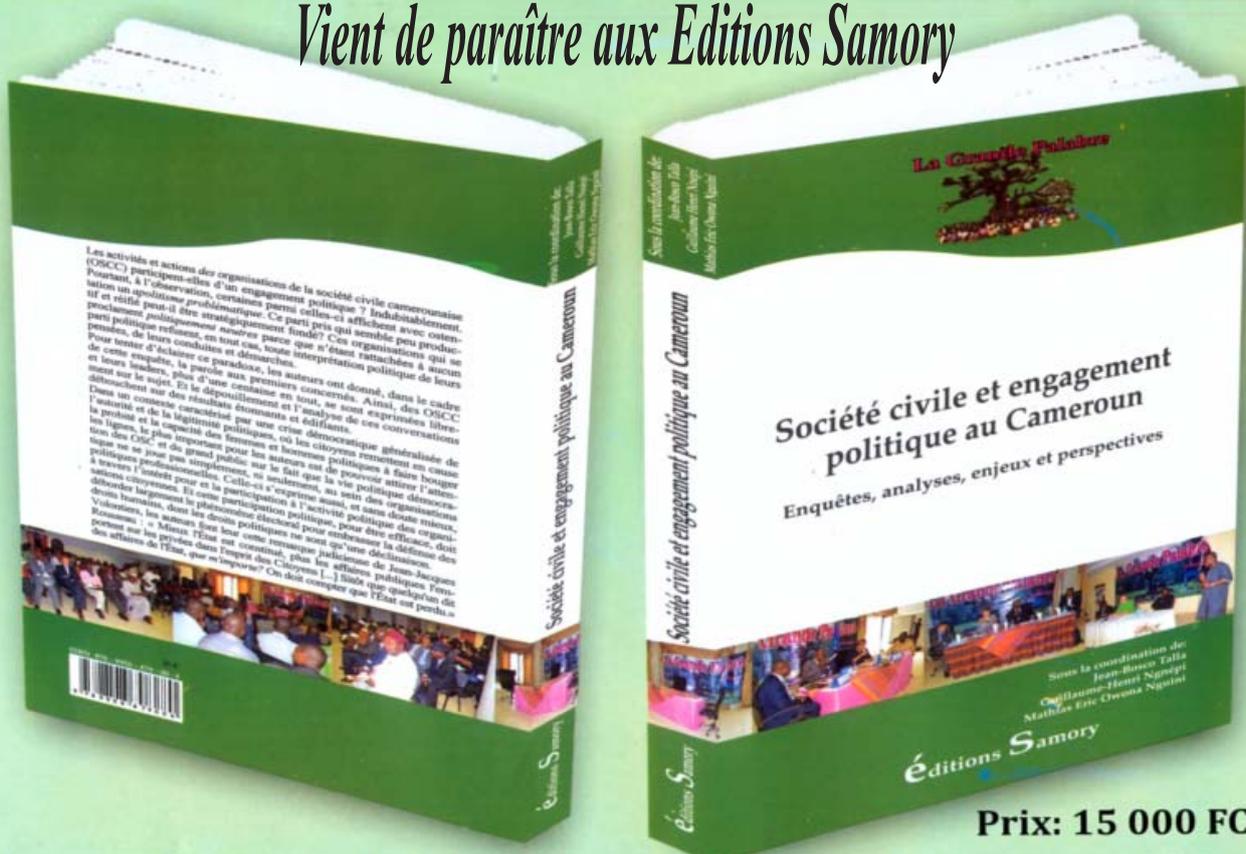
contexte de l'entrée en fonction de la présente administration. Avec l'arrivée de l'AFD dans l'univers de l'AED/UdM, mais aussi pour renouer avec le bon vieux principe de la séparation des pouvoirs, on a dû procéder à l'éclatement des instances entre l'AED et l'UdM. Contrairement à ce qu'on aurait pu penser, cette séparation n'est faite dans la douleur, une douleur inattendue, mais profonde. Sans insister sur les tenants et les aboutissants de cette douleur, je me permettrais cependant d'indiquer que cette situation était d'autant plus étonnante que l'UdM avait été créée pour défier les chefferies et les tropicalités qui caractérisent les modes africains de gouvernance. Paradoxalement, et pourquoi ne pas le dire, l'institution était tombée sous le contrôle insoupçonné d'un système quasi mafieux et s'y enlisait dangereusement. Loin de moi toute polémique mais je dois dire que personnellement, j'ai été un peu surpris de me rendre compte à quel point le projet associatif pouvait déraiper pour s'adapter aux interprétations et même aux intérêts inavouables de quelques individus qui sans doute étaient de bonne foi mais obéissaient à des pulsions passablement primaires. Qu'on ne se y trompe

guère : il nous faudra du temps et beaucoup d'abnégation pour faire triompher les valeurs militantes, i.e. éthiques, morales pour ne pas dire révolutionnaires qui nous avaient guidés au départ. (3 octobre 2014) Comme on l'aura compris, l'UdM était devenue une structure ventriloque et népotiste, distribuant des prébendes, une structure en tous points semblables aux structures publiques ou parapubliques contre lesquelles elle s'était pourtant construite. Comment expliquer, par exemple, que les quatre années de différé, dont l'Agence Française de Développement (AFD) nous avait gratifiés pour le prêt concessionnel de quelques sept millions d'euros qu'elle nous avait octroyés soient parties en fumée ? Cela parce que les personnes en charge du projet avaient perdu un temps fou à essayer de monter des entreprises fictives pour gagner, ou faire gagner par leurs affidés, les marchés du projet de construction. Fort heureusement, les experts de l'AFD ne se laissèrent pas mystifier. **Ambroise Kom, Université des Montagnes. Pour solde de tout compte**, Rouen (France), Éditions des peuples noirs, 2017, pp. 132-135, Prix : 8 000 FCFA

# La Grande Palabre

Tous les derniers jeudis du mois à l'hôtel Franco à Yaoundé. Une discussion sur un thème en rapport avec l'actualité nationale et internationale. En attendant les verdicts des tribunaux que nous avons saisis à la suite des interdictions d'organiser des réunions publiques dont nous avons été l'objet, les conférences-débats dénommées La Grande Palabre sont suspendues en ce qui concerne la ville de Yaoundé.

*Vient de paraître aux Editions Samory*



Prix: 15 000 FCFA

En vente dans toutes les librairies et les kiosques du réseau Messapresse